

Le 6 avril 1994, l'attentat contre l'avion du président Habyarimana marque le début du génocide perpétré contre les Tutsi et le massacre des Hutu de l'opposition. En cent jours, 800 000 personnes sont exterminées.

Vingt-cinq ans après, Laurent Larcher a rencontré ceux qui étaient au Rwanda, des soldats de l'opération Turquoise et des responsables politiques, des hauts fonctionnaires qui décidaient depuis Paris de l'action de la France et de son intervention. Pour les interroger : « Qu'avez-vous vu ? Qu'avez-vous fait ? »

Confronté, notamment, aux témoignages de journalistes et d'humanitaires sur le terrain à l'époque, mais aussi à ceux d'anciens soldats de l'opération Turquoise, qui affirment que l'armée française a organisé des opérations offensives, après le début du génocide, contre le FPR de Kagame, le discours officiel se lézarde.

Ces entretiens sont des documents pour l'histoire. Ils éclairent de façon nouvelle l'implication de la France, son aveuglement, la faillite morale et politique de nos autorités.

Historien de formation, journaliste à *La Croix*, **Laurent Larcher** est reporter de guerre, spécialiste de l'Afrique subsaharienne, et auteur de plusieurs livres, dont *Au nom de la France ? Les non-dits de notre diplomatie* (2018).



**RWANDA ils parlent**

SEUIL

Laurent Larcher

# RWANDA

## ils parlent

TÉMOIGNAGES  
POUR L'HISTOIRE

Guillaume Ancel, Alain Juppé,  
Bernard Kouchner, le général Lafourcade  
l'amiral Lanxade, Florence Parly,  
Hubert Védrine

SEUIL

13.

## Face à l'amiral Lanxade

Aix-en-Provence  
Mercredi 7 juillet

**19 h 30**

Nous nous retrouvons aux Deux Garçons, l'un des plus anciens restaurants d'Aix-en-Provence. Sur la terrasse, il fait doux, la rue est pleine de monde, des musiciens improvisent des concerts. Autour de nous, des Britanniques ou de vieux couples. Beaucoup de chemises et de robes blanches. Le garçon chargé de notre table est désagréable, imbuvable. Lanxade commande un gin-tonic. Il me semble détendu et déterminé. Je le laisse d'abord s'exprimer. Il ouvre notre dialogue par sa surprise d'avoir été interviewé dans *Le Monde*<sup>1</sup> sur le livre de Guillaume Ancel. Je note qu'il ne nomme pas ce dernier, ni d'ailleurs le journaliste David Servenay, qu'il devrait pourtant connaître compte tenu de ses travaux sur le Rwanda. À cette indifférence s'ajoute un autre trait de son caractère : le soupçon. Pour l'amiral, cette séquence journalistique est une manœuvre, une manipulation. Voilà comment il présente la chose – en se reprenant régulièrement, beaucoup.

« J'ai été... j'ai été interviewé, interrogé il y a deux mois par *Le Monde* à la suite d'un... d'un art... d'un livre qui était sorti par un... ancien officier... euh... et euh... Ils ont... ils ont sorti un... un très long dossier... Je me demandais pourquoi on

1. *Le Monde*, 22 mai 2018.

ressortait cette affaire du... du Rwanda, qui alors... dont on a quand même beaucoup parlé. Et puis, là-dessus, quelque temps après, le journaliste qui m'avait... m'a appelé en me disant : on va sortir votre interview. Donc ils ont sorti notre interview juste avant la venue de Kagame à Paris.

– Oui ?

– Autrement... euh... C'est ce qu'ils voulaient faire. Et donc, euh... voilà. Cela m'a un peu surpris, ils ont été d'ailleurs d'une très grande honnêteté dans cette affaire. Mais je dois dire que... euh... ça a un peu surpris... euh... que *Le Monde*... publie cette entrevue qui... qui évidemment va à l'encontre de tout... de tout ce qu'ils avaient publié avant. Je peux même vous dire qu'il y a deux personnes qui ont vécu... deux personnes qui à l'époque avaient des responsabilités relativement élevées qui ont vécu cette affaire du Rwanda du début à la fin, c'est Hubert Védrine et moi. On est assez liés avec Hubert Védrine, j'ai travaillé avec lui à l'Élysée, et, quand j'ai été ambassadeur, il a été ministre des Affaires étrangères... Bon... Et Hubert Védrine m'a appelé en me disant : je suis surpris que *Le Monde* sorte ce texte... Bon, très bien.

– Surpris que *Le Monde* vous donne la parole comme ça, de manière aussi large ?

– Oui, aussi large.

– Et correcte ? Et loyale ?

– Et correcte, étant donné que je n'allais pas dans le sens de ce qu'ils avaient publié. »

Le serveur dépose sur notre table le gin-tonic de l'amiral, sans délicatesse. J'ai l'impression qu'il l'interrompt de manière ostentatoire... Jacques Lanxade cherche un peu le fil de sa pensée, avant de poursuivre :

« L'autre personne qui connaît bien le dossier, parce qu'il s'en est occupé après, c'est Paul Quilès... qui a fait d'ailleurs

un rapport très, très objectif. Ce qui m'a gêné après, c'est qu'on a fait l'objet... À la fois des politiques et des militaires ont fait l'objet d'attaques de la part du Rwanda et d'organisations et d'ONG... »

Le serveur, toujours présent, nous pousse à commander notre dîner. Son empressement m'agace. Je lui fais comprendre que nous avons le temps. Lanxade continue, de manière plus limpide.

### *La chose la plus grave*

Il aborde « la chose la plus grave » dans cette affaire :

« Qu'aucun des gouvernements n'ait soutenu ses... ses militaires, ça, si vous voulez, c'est pour moi la chose la plus grave, parce que, si vous voulez, les militaires ne sont pas des mercenaires à qui, une fois qu'ils ont fait leur boulot, on leur dit : faites ce que vous voulez. En fait, on est attaqués pour des opérations, des actions qu'on a menées en... avec des ordres stricts du gouvernement. Et le gouvernement se borne simplement à payer quelques avocats pour se défendre. Alors, de temps en temps, quand il sent que cela ne va pas bien, il y a une question parlementaire. Et on répond à une question parlementaire... Mais enfin, ce n'est pas sérieux ! Et quant à l'un des présidents de la République, Nicolas Sarkozy, il est allé dire, il est allé jusqu'à dire : "La France a commis des erreurs"... Putain, mais c'est... c'est... c'est honteux de dire ça ! Je ne comprends pas que l'on puisse faire ça... Voilà, c'est... c'est ça mon problème, celui du Rwanda... »

– Il semble qu'avec Emmanuel Macron on va aller encore plus loin... On est devant un vrai rapprochement entre Kigali et l'Élysée...

– Non, mais qu’il y ait un vrai rapprochement entre Kigali et l’Élysée, après tout... c’est... Mais... il faut que ce soit accompagné du fait que l’on dise clairement, peut-être pas pour les responsables politiques, car cela n’est pas mon affaire, mais clairement que les militaires français n’ont fait qu’exécuter les ordres et qu’on n’a rien à leur reprocher. Et qu’au contraire on a plutôt à louer ce qu’ils ont fait. Tant que le nouveau président de la République n’aura pas fait ça, il y aura un problème, il y a aura un problème... Moi, j’ai écrit à la ministre des Armées, j’ai écrit à l’Élysée. On m’a dit : “On va faire une réunion.” Mais à quoi ça sert, une réunion ? Si ce n’est pour dire aux gens : “On va continuer à vous payer des avocats.” Ce n’est pas sérieux. Aucun pays démocratique, y compris les Anglais, les Américains... n’accepte que ses militaires soient... traités comme ça. Et en Angleterre, en Angleterre, c’est très intéressant, parce qu’ils font une distinction nette entre la décision politique d’intervenir et l’exécution militaire. Le cas le plus... le plus éclairant, c’est... euh... La guerre d’Irak, que Tony Blair a payée politiquement, mais les soldats anglais qui ont participé à cette guerre d’Irak sont des héros... pour les Anglais. Autrement dit... parce que, si l’on ne fait pas ça, on va clairement laisser entendre que l’on n’est pas très loin d’être des mercenaires. On est payés pour faire quelque chose... On peut pas... Ce sont des soldats de la France... C’est pas... c’est pas des gens à qui l’on va dire : “Vous allez faire telle opération et après on vous dira merci.” C’est pas... c’est pas possible... Voilà, c’est ça, le problème.

– Vous diriez qu’il y a chez vous une forme d’amertume, d’inquiétude, de déception...

– Non...

– De colère...

– De colère contre les régimes successifs...

– Depuis Jospin, depuis Chirac ?

– Bah, depuis Chirac. Au départ, les Rwandais s’en prenaient aux politiques et aux militaires. Il y a eu un rapport<sup>2</sup>. La France aurait dû rompre les relations diplomatiques à l’occasion de ce rapport, ce n’était pas acceptable... Bon, on n’a rien fait. Et puis, maintenant, ils s’en prennent plus spécifiquement aux militaires, parce qu’ils savent que c’est le maillon faible.

– *Ils*, ce sont les Rwandais ?

– Essentiellement les Rwandais... Ils agissent sur d’autres organisations, des ONG...

– Comme Survie, par exemple ?

– Oui, c’est ça. Et puis il y a les organisations belges qui n’ont jamais accepté l’idée... Les Belges n’ont pas accepté deux choses. Ils n’ont pas accepté que la France prenne leur place au Rwanda à l’époque de François Mitterrand et, ensuite, ce qui s’est passé avec la Minuar et la force belge est un vrai problème pour les Rwandais... »

Il se reprend :

« Pour les Belges.

– Mais, à ce sujet, les Français n’y sont pour rien.

– Ils n’y sont pour rien mais, pour les Belges, ce n’est pas une affaire close. Pour la France, cela aurait dû être une affaire close. »

Il fait alors allusion à une femme qui intervient souvent dans les médias à propos de la complicité de la France dans le génocide. Je lui demande s’il s’agit de la journaliste Colette Braeckman : oui. Pense-t-il aussi à Alison Des Forges ? Il ne répond pas. Je n’insiste pas. Il me parle aussi des journalistes français, de Patrick de Saint-Exupéry... Et des livres parus sur le sujet. « Cela

2. Le 5 août 2008, la commission Mucyo (du nom de son président), mise en place par le gouvernement rwandais pour enquêter sur l’implication française dans la préparation et l’exécution du génocide perpétré contre les Tutsi au Rwanda, publie un rapport accablant pour la France.



dépend de qui les a écrits. » Et voilà que sa pensée débouche sur Guillaume Ancel, qu'il n'arrive pas à nommer spontanément.

« Cet ancien capitaine qui a écrit...

– Guillaume Ancel ?

– Guillaume Ancel... Bon, c'est... Il avait un poste très subalterne. Alors, il a monté tout un scénario autour d'une intervention de l'aviation. »

À ma surprise, l'amiral Lanxade admet que tout n'est pas faux dans le témoignage de Guillaume Ancel :

« En fait... j'ai repris les dossiers, j'ai regardé... Il y a eu une intervention de l'aviation française. "Il n'y a pas eu d'intervention." Si, quand même ! Au moment... (*Il s'interrompt.*) Mais là, on n'est peut-être pas dans le bon déroulé de votre interview.

– Non, non, ce n'est pas grave.

– Bon, au moment où euh... on crée la zone humanitaire sud, il y avait toute une partie du territoire contrôlée par le FPR. Et vous avez tout un tas de... euh... de Rwandais d'origine hutu qui fuyaient vers Goma. Le Rwanda proche de Goma n'était pas dans notre zone. Et là... euh... la situation était tout à fait tragique à Goma... parce qu'il s'était créé des camps de réfugiés sauvages... Je vais vous dire, il y avait des milliers, des dizaines de milliers... Ils ont été atteints par le choléra. Moi, j'ai été là-bas, j'ai enjambé, j'ai enjambé les cadavres, hein ! Et... et l'armée française a creusé une fosse commune. C'était... c'était... c'était assez dur. Et ces camps étaient bombardés par le FPR. Donc, j'ai donné instruction au général... euh... comment il s'appelle ?

– Lafourcade ?

– Lafourcade, j'ai dit à Lafourcade : vous utilisez les avions de combat que vous avez pour survoler les unités d'artillerie du FPR, vous faites passer le message au FPR que, s'ils continuent à bombarder les camps de réfugiés, on détruira les bâtiments.

– Quel jour ? On est au mois de juillet ?

– Oui, on est au mois de juillet, pas tout à fait à la fin. C'est le moment où le FPR arrive près de Goma.

– Vous parlez du 17 juillet ?

– Je ne sais pas... je n'ai pas regardé... Mais ça a arrêté les tirs.

– C'est le seul moment où vous faites intervenir l'aviation ?

– Oui, on a fait passer le message au FPR et il a arrêté les tirs. Il faut voir qu'à cette époque-là nous étions occupés par le fait que la zone humanitaire sûre... Elle a été créée pour éviter de mélanger nos troupes aux combats. Quand j'ai vu que cela se rapprochait de l'endroit où nos troupes intervenaient pour faire cesser les massacres, j'ai proposé au gouvernement et au président de créer cette zone, pour avoir un endroit où l'on pouvait remplir notre rôle humanitaire. Balladur m'a demandé : est-ce que vous êtes capable de la protéger ? J'ai dit oui. Cela a eu l'avantage de nous permettre de continuer notre action, mais aussi de stabiliser plus d'un million de Rwandais, qui autrement auraient fui... Autrement dit, quand je regarde avec le recul cette opération Turquoise, je dis : la France devrait être félicitée pour ça. C'est Alain Juppé qui s'est battu, avec l'accord de Mitterrand et le soutien de Balladur... peut-être Balladur... disons avec le soutien du gouvernement, pour qu'on soit autorisés à intervenir. Il a essayé d'obtenir que les Américains, les Anglais, interviennent, refus total. À partir de là, la France a décidé d'intervenir seule, enfin, pas tout à fait seule, parce qu'on a pris des... des... des... contingents africains et... euh... jusqu'à ce qu'on passe la suite à la Minuar II. »

À nouveau, l'amiral Lanxade me manifeste toute sa satisfaction pour cette intervention et toute sa surprise de ne pas être compris sur ce point :

« J'estime que cette opération est à tous égards exemplaire. Et j'en ai fait, des opérations, dans ma vie militaire, et comme chef d'état-major des armées... Celle qui dans mon esprit – c'était

tout à fait tragique naturellement –, mais celle qui posait le moins de problèmes à nous, militaires, et à nous, Français, de manière générale, c'était cette opération Turquoise. Encore aujourd'hui, je ne comprends pas... pourquoi... on est l'objet de... Je le comprends un peu... C'est que... Il faut remonter à l'attentat contre Habyarimana. Les faits ne sont pas... enfin, disons qu'on n'a pas... de preuves... de qui a tiré [le missile sol-air qui a abattu l'avion présidentiel, le 6 avril 1994]. Du côté... du côté français, du côté qui était le mien à l'époque, on était à peu près persuadés que c'étaient des gens dépendants du FPR qui avaient tiré. Pour la raison que la situation politique issue des accords d'Arusha était en train de bouger, que l'opposition légale du temps d'Habyarimana, qui avait rallié Paul Kagame pour créer une majorité avec lui, était peut-être en train de basculer. Alors, pour nous, notre analyse, c'était que... euh... que pour le FPR c'était inacceptable, car ils perdaient, ils perdaient le résultat des accords d'Arusha. Mais ceci n'a pas été prouvé. Mais comme il y a eu les deux pilotes qui étaient des Français...

– Plus le technicien, ils étaient trois.

– Plus le technicien, oui, ils étaient trois. À partir de là, il y a eu une enquête judiciaire en France, et cette enquête est régulièrement rouverte à chaque fois qu'il y a des éléments nouveaux, et parmi les éléments nouveaux il y a eu beaucoup de transfuges de l'entourage de Kagame, dont si ma mémoire est bonne son ancien procureur général. Un de ces "témoins" a été assassiné en Afrique du Sud... À chaque fois que c'est relancé, ça repart par des accusations du gouvernement du Rwanda. »

### *Mitterrand et le Rwanda*

L'amiral Lanxade semble avoir tellement de choses à dire qu'il saute d'un sujet à l'autre, de manière confuse. Une remarque le

renvoie à une idée, une réflexion le conduit à un souvenir. Je note qu'il oublie bien vite Guillaume Ancel et qu'il m'entraîne toujours un peu plus loin du sujet. Mais je le laisse faire car, de cette balade confuse dans *son* Rwanda, des bribes d'informations sont jetées... des éclats.

« Je crois que, si l'on veut clairement expliquer le Rwanda aux lecteurs, il faut vraiment distinguer deux périodes. Celle qui va d'octobre 1990, jusqu'aux accords d'Arusha [en 1993]. Là, c'est une période dans laquelle François Mitterrand décide qu'il faut soutenir le gouvernement Habyarimana, pour éviter la déstabilisation de ce pays – il y a des extrémistes des deux côtés, tout le monde le sait, et ce qui se passe après l'attentat est là pour le prouver –, et Habyarimana, à l'époque, il était vu comme celui capable... Pour autant, la France, et notamment Alain Juppé, a beaucoup poussé sur les accords d'Arusha.

– Discutons-en un peu, de cette première période.

– Si vous voulez.

– Quand François Mitterrand vous dit : “On va soutenir Habyarimana”, comment se passe votre prise de connaissance de ce choix politique de l'Élysée ?

– C'est extrêmement simple. J'étais à l'Élysée depuis quelques mois, je suis son chef d'état-major particulier [il est nommé à ce poste en 1989, il deviendra chef d'état-major des armées le 24 avril 1991], nous sommes partis, avec le président, dans la péninsule arabique, c'était l'époque de la guerre du Golfe... rmmh... mais on avait déjà des alertes sur une action du FPR à partir de l'Ouganda, et c'est là que la France avait poussé à l'idée de mettre une trentaine de... »

Il ne termine pas sa phrase mais il veut sans doute parler des trente observateurs que la France place alors aux frontières, et sur lesquels il reviendra plus tard.

« Bon, nous étions à Abu Dhabi, en train de dîner sur une frégate, il y avait François Mitterrand, Jean-Pierre Chevènement

[le ministre de la Défense], moi-même et le commandant du bateau, et là, l'Élysée a fait savoir qu'il y avait... euh... une percée du FPR. Et là, François Mitterrand m'a immédiatement donné instruction d'appeler l'état-major des armées à Paris, ce que j'ai fait devant lui, sur le bateau, et de mettre en place une ou deux compagnies. Cela a été le début de l'opération Noroît.

– Il ne vous a pas demandé votre avis ?

– Non. Il savait déjà ce qu'il devait faire.

– En amont ?

– En amont, il avait déjà réfléchi, parce qu'il y avait eu cette analyse de situation... À ce moment-là, le chef d'état-major particulier était peu concerné, car c'était plutôt une affaire diplomatique avec les Nations unies, pour voir comment on pouvait, vis-à-vis de l'Ouganda, faire en sorte qu'il n'y ait pas cette action armée de la part du FPR.

– J'essaie de comprendre, pardonnez-moi. Mais comment François Mitterrand décide-t-il de s'intéresser au Rwanda, alors que c'est un tout petit pays, certes francophone, mais c'est une ancienne colonie belge, ce n'est pas le Zaïre, les intérêts ne semblent pas évidents ? Le contexte international pose l'attention sur des questions beaucoup plus brûlantes. On dit que c'est le fils de Mitterrand...

– Non... Je vais être un petit peu méchant, regardez aujourd'hui pourquoi on veut mettre cette femme à la tête de la francophonie ?

– ???

– Ce que je veux dire c'est que Habyarimana était à mon avis au sommet de La Baule.

– Oui, mais il n'était pas le seul.

– Ce n'était pas le seul, mais à partir du moment où les Belges s'étaient retirés politiquement et en termes de coopération du Rwanda, et le Rwanda faisant partie de l'espace francophone... Mitterrand ne connaissait pas Habyarimana, il l'avait vu une ou

deux fois, et le fait que Kagame ait été "soutenu" par les Américains... Je ne suis pas sûr que... J'ai jamais entendu Mitterrand parler de cela. Pour lui, le Rwanda et le Burundi, il fallait assurer leur stabilité, et donc l'action menée à partir de l'Ouganda n'est pas acceptable.

– Pensez-vous que cette vision de la situation soit le fruit d'une discussion avec Hubert Védrine, dont la mission était vraiment d'être dans la prospective ?

– Pas forcément Védrine, avec la cellule diplomatique de l'Élysée. J'étais au courant de l'affaire des trente... que la France avait demandé de mettre ses observateurs en place.

– Est-ce Jean-Christophe Mitterrand, à l'époque le conseiller Afrique du président, qui...

– Non, non, non ! C'est la diplomatie française qui a prévenu l'Élysée qu'il y avait un problème avec le Rwanda. À partir de ce moment-là, Mitterrand, dans un premier temps, a soutenu cette idée des observateurs à la frontière, et c'est quand nous étions à Abu Dhabi et qu'il a appris cette percée, c'est là qu'il a dit : il faut stopper. Ce n'est pas la première fois que je vois Mitterrand agir comme cela. [...] Il prenait ses décisions seul. J'ai lu ce qu'a dit Bernard Kouchner. Je ne vois pas Mitterrand... soumis à ses conseillers. Il entend des choses de ses conseillers... et après il prend ses décisions. Et jusqu'au dernier moment vous ne savez pas quelle sera sa décision. Et sur ce bateau, dès que je lui ai montré le message de l'Élysée, il a dit : "Amiral, faites mettre deux compagnies." Et le ministre de la Défense, qui était là, a dit : "Mais vous croyez, monsieur le président, que c'est vraiment ce qu'il faut faire ?" Il s'est fait...

– Il s'est fait rembarrer, une nouvelle fois.

– Il s'est fait rembarrer. Il faut dire que les relations entre les deux hommes étaient assez tendues...

– Qu'est-ce que Chevènement a voulu dire ?



– Il disait : “Est-ce que vous croyez que... c’est ce qu’il faut faire ?” Bon, Mitterrand l’a... balayé, balayé... Je l’ai vu prendre comme ça des décisions extrêmement rapides. Il ne faut pas croire, quand Kouchner dit qu’il était soumis à des officiers généraux, à son entourage...

– Je pense que Bernard Kouchner veut sauver Mitterrand, qu’il tente de le dédouaner.

– Ce n’est pas le dédouaner que de faire ça. En l’occurrence, avec le recul, politiquement, je n’ai pas à porter de jugement, mais je trouve que sa décision au moment où il l’a prise était justifiée.

– Pourquoi ?

– Parce que tous les éléments que nous avons... Si le FPR arrivait sur Kigali, et c’est tout petit, le Rwanda, on partait dans une guerre civile, immédiatement. Et c’est ce qu’on a cherché à éviter. Puis après, à... à... organiser une transition démocratique, conformément... On était dans l’époque du sommet de La Baule. J’ai vu Habyarimana à plusieurs reprises, et je lui ai fait des leçons sur les droits de l’homme... Je n’avais pas d’instruction personnelle du président, mais j’estimais que c’était... Je lui ai dit : si vous ne faites pas un certain nombre de progrès, on ne va plus vous soutenir. Ce message a été constamment adressé à Habyarimana, qui était un personnage... plutôt facile de rapport... Moi, je le voyais... Mais probablement comme tous ces responsables africains, il avait... il avait... la main dure. Ils l’avaient tous, à cette époque-là, et ils l’ont tous aujourd’hui encore. Bon, j’en ai connu d’autres, en Afrique... Mais, encore une fois, il s’agit d’une décision personnelle du président, à partir des analyses qu’il avait reçues, des avis donnés à droite, à gauche, et je dois dire... pratiquement pas de l’état-major particulier.

– Vous, donc.

– Oui, moi, donc. Cela a été beaucoup plus traité... euh... par la voie diplomatique. Et à mon avis ce n’est pas non plus la cellule africaine.

– Qu’on dit pourtant importante à l’époque, parce que c’est le propre fils de Mitterrand qui...

– Non, non, non !

– Qui, dit-on, trafique un peu, fait des affaires...

– Non, non, non... Je vais vous dire. À chaque fois qu’il se passait quelque chose en Afrique, [au] Tchad ou ailleurs, nous recevions une question, un message du président, qui nous faisait comprendre que c’était à nous, l’armée [...], de faire en sorte que les choses se passent bien. La cellule africaine gérait les affaires courantes [...]. Dès que quelque chose d’un peu sérieux se présentait, on devait comprendre qu’il fallait prendre les choses en main.

– Est-ce que vous pensez que c’était à la France de dire aux Rwandais ce qui était juste et pas juste ? Après tout, du point de vue du FPR, de ces Rwandais chassés de leur pays à la fin des années 1950 et au début des années 1960, la cause n’est pas injuste.

– Ah non, je ne dis pas que la cause est injuste...

– Je prends votre commande, interrompt le serveur d’un ton faussement ingénu. La carte ? »

Je rêve ! Être interrompu à cet instant-là, capital à mes yeux, parce que le garçon de salle souhaite libérer notre table au plus tôt... je suis profondément agacé. Au-delà de l’incongruité de la scène, je crains de perdre ce moment de vérité avec l’amiral Lanxade. Je m’entends dire à l’impoli :

« Deux minutes, s’il vous plaît, oui... »

Mais le charme est rompu. J’entends un pianiste jouer une mélodie de bar nocturne. Et ce brouhaha d’une belle soirée d’été. Je me concentre sur l’amiral Lanxade, en ignorant le garçon debout devant notre table. Oui, donc, du point de vue du FPR...

« Oui, mais je crois que la question se pose... se pose... se pose pas comme ça, si vous voulez... »



- Pourquoi ?
- La question se pose... Attendez, on va choisir et après... Parce que... on ne va pas nous laisser tranquilles. »
- Zut ! L'insistance du garçon de salle l'interrompt à nouveau en pleine introspection. Il m'échappe, sauvé d'un moment délicat.
- « Je ne vais pas vous presser... ose dire le serveur.
- Un peu quand même », ne puis-je me retenir de lui lancer...
- Voilà qu'il assure qu'il peut attendre encore... tout en nous montrant de manière ostensible son exaspération. De triviale, la scène devient kafkaïenne. Je coupe mon enregistrement. Nous choisissons nos plats. À ce moment-là, je n'ai absolument pas faim.

### *La mémoire vaine*

- Après voir satisfait l' impatient, je reprends :
- « Donc, du point de vue du FPR, leur opération n'est pas injuste ?
- Ce que je disais, c'est que les choses ne se présentent pas comme ça. Nous avons donc des relations avec le Rwanda, qui a participé au sommet de La Baule, qui fait partie de la francophonie. Et... euh... là tout d'un coup... Enfin, pas tout d'un coup, car on sait qu'il y a cette menace du FPR. D'un coup, cette menace se concrétise. Si vous voulez, ce n'est pas... ce n'est pas une décision qui vient de loin, c'est une réaction à une action menée... euh... à partir de l'Ouganda.
  - Cela veut-il dire que François Mitterrand et ceux qui prennent cette décision-là ne connaissent pas l'histoire de ce pays ?
  - Si, ils la connaissent... et d'ailleurs ils la connaissent d'autant plus que, dans les quinze jours qui ont précédé, le Rwanda était un des sujets. Je parlais des observateurs, de ce qu'on a fait auprès des Nations unies. Il [Mitterrand] a eu tout un tas d'informations

- sur le Rwanda. Par ailleurs, il connaissait très bien l'Afrique et savait ce qu'était le Rwanda, quelle était la place des Belges. Il avait rencontré une fois ou deux Habyarimana, voilà. Et... et à partir de là... euh... il... il... il considère que l'important, c'est de stabiliser, de... d'empêcher la déstabilisation.
- Habyarimana est issu d'un parti politique qui avait déjà commis des exactions en 1959, en 1960, en 1963...
  - Oui, mais ce que je veux dire...
  - Habyarimana arrive lui-même au pouvoir par un coup d'État...
  - Oui.
  - On est devant un gouvernement qui...
  - Oui, mais ce que je veux dire, c'est que... mais c'est l'Afrique, ça. Toute l'Afrique est comme ça, à cette époque-là. Et c'est encore largement vrai aujourd'hui. Autrement dit, on a une situation de fait... Dans laquelle... dans laquelle François Mitterrand se trouve. Il y a un pays qui est stable...
  - Mais à quel prix ?
  - Non, non, non ! Il faut pas...
  - Il me semble que les Tutsi à l'époque vivent dans un régime quasiment...
  - Non, non, mais...
  - Enfin, ce ne doit pas être très drôle d'être tutsi depuis 1960. D'ailleurs, ils s'en vont.
  - C'est d'autant moins drôle sur la fin...
  - On parle de 1990, on n'est pas encore après.
  - Mais la menace présentée par le FPR dans les derniers mois est quand même forte. On peut comprendre que compte tenu... Vous savez, c'est... c'est... c'est très intéressant... cette affaire de Tutsi et de Hutu... euh... Moi, j'ai rencontré un coopérant français qui a été professeur au Burundi. Il me racontait la chose suivante : "C'est quand même extraordinaire, j'ai une classe de vingt-huit élèves dans laquelle il y a vingt-six Hutu et deux Tutsi.

Tout le monde le sait. Dans ce pays-là, c'est clair et net. Je décide, dit-il, de faire élire deux représentants des élèves à bulletin secret. Vingt-six voix pour les deux Tutsi." Autrement dit, cette relation étrange... euh... entre les Tutsi et les Hutu. Cela m'avait fasciné, cette remarque. Cela me paraît assez... assez exact. C'est-à-dire, il y a une ethnie qui historiquement a dominé, en plus ils sont grands, ils sont beaux... On les supporte, c'était l'empire tutsi. Et puis de temps en temps il y en a assez... euh... on intervient. J'ai découvert ça au fur et à mesure. Mais c'est quand même, c'est quand même un... un... un... pays étrange.

– Mais au Rwanda, ce sont les Hutu qui sont au pouvoir depuis 1960.

– Oui...

– Et les Tutsi qui souffrent...

– Non, mais...

– D'un discours... et d'un régime, depuis 1959...

– Je... je suis d'accord, mais je pense que, dans l'esprit de François Mitterrand, son souci était qu'il n'y ait pas une guerre civile qui... qui... qui s'installe. Et qu'à partir de là... euh... la stabilité étant maintenue... notamment avec l'aide française, on organise la suite et on se met dans l'esprit... dans l'esprit des accords, des décisions du sommet de La Baule. C'est... c'est finalement au total ce qui a été fait ! Autrement dit, on peut reprocher beaucoup de choses à François Mitterrand, peut-être, mais enfin en tout cas... Il n'empêche que finalement il y a les accords d'Arusha. Habyarimana est obligé de céder une partie du pouvoir.

– Mais tout semble indiquer qu'Habyarimana joue un double jeu...

– Ouais, ouais, ouais... mais, je... nan...

– Que les Français se sont laissé un peu aveugler...

– Nan, mais, si vous voulez... C'est très facile... C'est très facile de dire ça ! On est en face d'une situation... euh...

concrète : vous avez un pays qui... qui... qui est menacé de... de... d'être déstabilisé : qu'est-ce qu'on fait ?

– Un pays, ou un parti ?

– Non, non, non, ce n'est sûrement pas un parti ! Alors, ça... Ça... En tout cas, je... je... les échanges que j'ai pu avoir avec le président, ça n'a jamais été ça. C'était la stabilité... euh... la stabilité du Rwanda.

– Sur le dos des Tutsi, qui vivaient mal cette situation, qui devaient vivre à l'étranger, en exil...

– Non, mais attendez... attendez. Ce n'était pas...

– Le prix à payer... pour cette stabilité était quand même très élevé pour ceux qui en étaient victimes.

– Non, ce n'était pas le prix à payer pour la stabilité... C'était le prix à payer pour la stabilité de manière à assurer la transition démocratique, qui était à cette époque... euh... dans l'air du temps. »

Je fais la moue, lui montrant que je ne suis pas convaincu. Il me répond :

« Si, si, si, si... »

– Personne n'y croyait !

– Ah, nan... Mitterrand y croyait.

– Vous croyez ?

– Ah, j'en suis sûr. Chaque fois que, pour une raison ou une autre, je suis allé voir un responsable, il m'a toujours dit : "Rappelez-lui les règles démocratiques, rappelez-lui l'esprit de La Baule. Nous ne soutiendrons que les pays qui..." Alors, après... après, la transition est lente. »

### *Du moindre mal*

L'amiral Lanxade me raconte une anecdote qui illustre, à ses yeux, la volonté de François Mitterrand. Et qui montre, aux

miens, la nature de notre relation à l'Afrique : ce mélange de paternalisme, de bonne conscience, de suffisance, de cynisme et de naïveté. Une relation dont l'esprit m'a toujours évoqué celui du bourgeois stendhalien ou flaubertien. À la même époque, me narre l'ancien militaire, François Mitterrand souhaite que le Togo organise, à son tour, des élections. Et, pour convaincre Gnassingbé Eyadema<sup>3</sup> de se prêter au jeu démocratique, il demande à son chef d'état-major particulier de s'en occuper.

« C'est pour vous dire qu'il y avait quand même cette volonté...

– Vu de l'extérieur, on a plutôt l'impression que c'est surtout la volonté que la forme soit respectée...

– Oui, mais je ne suis pas d'accord... Là-dessus, je suis... je suis... oui...

– Que la vitrine soit respectable...

– Non, mais je suis foncièrement en désaccord avec vous. Je... je...

– Comme vous le disiez, c'est l'Afrique.

– Non, mais je n'ai jamais été socialiste, je ne défends pas le président Mitterrand, avec lequel j'ai travaillé de manière extrêmement intéressante plusieurs années, mais là, sur ce plan-là, je ne peux pas suivre, très clairement.

– C'est-à-dire qu'il y avait vraiment un attachement à la démocratie ?

– Oui... oui...

– Pas à la forme ?

– Absolument. Il connaissait très bien l'Afrique, et il savait très bien les limites de ce qu'on pouvait faire et ne pas faire.

3. Pour rappel, Gnassingbé Eyadema a été l'un des pires dirigeants de l'Afrique francophone du point de vue des droits de l'homme et de la démocratie. Arrivé au pouvoir par un coup d'État en 1967, il a instauré une dictature au Togo, jusqu'à sa mort, en 2005. En 1991, il cède, sous la pression de la France, au multipartisme. Pour ensuite écraser les manifestations de l'opposition. Son fils lui a succédé en 2005. En 2019, ce dernier est toujours au pouvoir.

– Quelles étaient ces limites ?

– Non, mais... non, mais, ce que je veux dire, c'est qu'il savait très bien... Vous ne pouvez pas tout d'un coup changer les choses. Vous ne pouvez pas promouvoir des... des... des dirigeants démocrates. En Afrique, ce n'est d'ailleurs toujours pas possible aujourd'hui... unh... Comment voulez-vous faire ? Vous êtes obligés de regarder... euh... j'allais dire, le... le moindre mal.

– Vous savez ce que disait Hannah Arendt de ceux qui choisissent le moindre mal ?

– Oui, oui, je la connais très bien.

– Elle disait que ceux qui choisissent le moindre mal oublient souvent, très vite, que ça reste un mal.

– C'est facile. Honnêtement, ce genre d'argument, quand vous êtes responsable politique, que vous avez des "responsabilités" sur l'Afrique... Vous ne pouvez pas vous en dégager complètement. Autrement dit, François Mitterrand a estimé qu'Habyarimana était celui qui pouvait empêcher la déstabilisation face aux actions du FPR, qu'après on partait dans les accords d'Arusha, dans une action menée par l'ONU pour faire ça, mais que dans l'immédiat il fallait assurer la stabilité.

– Vous pensez qu'il l'a fait en connaissance de cause ? En connaissant la nature de ce régime, l'histoire de ce pays, le statut des Tutsi ?

– J'en suis absolument persuadé, absolument persuadé. Mais c'était sa façon d'agir.

– Mais vous, amiral, vous êtes un soldat, un patriote, vous aimez la France, vous auriez fait la même chose que Paul Kagame si un jour en France arrive un régime...

– Oui, mais...

– Attendez... Un régime qui vous chasse au titre d'un règlement de comptes social, régional ou religieux...



– Kagame aurait pu choisir une autre voie que la voie militaire, pour faire ça. Il aurait pu choisir la négociation, d'essayer d'obtenir... et cetera ! Ce qu'il n'a pas fait. Ce n'était peut-être pas simple... Mais ce n'est pas ce qu'il a choisi. Il a choisi l'action militaire.

– Contre ceux qui avaient massacré leurs familles ?

– Oui, mais je... Je suis bien d'accord, je suis bien d'accord avec vous. Ceci étant, regardez ce qui s'est passé après, quand je regarde après... ce que fait Kagame...

– D'accord, mais, avant, son action n'était pas illégitime au regard de ce qu'ont vécu les Tutsi...

– Écoutez, Mitterrand est en face d'une situation dont il n'est absolument pas responsable... et le jugement qu'il porte... »

À ce moment, mon dictaphone s'interrompt. L'amiral Lanxade me répète que François Mitterrand voulait pousser Habyarimana à plus de démocratie, ce qu'ils ont obtenu avec les accords d'Arusha. Et que le FPR menaçait cette marche vers la démocratisation. Le temps de remettre mon dictaphone en marche.

« Vous n'avez jamais cru au double jeu d'Habyarimana ?

– Non, non.

– Qu'il pense : les Français sont bien gentils... j'ai besoin d'eux... je raconte l'histoire qu'ils veulent entendre...

– Non, non, non... je n'ai jamais pensé ça. Je... je... vraiment, je n'ai pas pensé ça.

– N'est-ce pas vous qui avez péché par naïveté ?

– Je ne suis pas sûr, parce que quand je vois ce qui s'est passé après... Je me dis que...

– Oui, mais je parle de la duplicité d'Habyarimana dans son rapport avec vous...

– Je... je partageais... je partageais... enfin, je partageais d'après les informations que j'avais... j'étais assez d'accord avec cette analyse... qu'Habyarimana était probablement la

seule personne capable d'empêcher la guerre civile immédiate au Rwanda. C'était ça... c'était ça, la position... et... et... la preuve en a été apportée à partir du moment où Habyarimana a disparu. À ce moment-là, tout s'est déchaîné.

– Sauf qu'entre 1990 et 1994 il y a eu des pogroms anti-tutsi...

– Oui, y a eu... y a eu... y a eu des actions de tous les côtés. Parce que, oui, il faut vous dire que... on était déjà dans un début de guerre civile. On est intervenus à plusieurs reprises pour évacuer les Français qui étaient dans des endroits hyper durs... La situation se tendait... Autrement dit, il y avait peut-être des contentieux... Mais c'était partagé, ils se cherchaient l'un l'autre.

– Donc, celui sur lequel vous misiez pour empêcher la guerre civile participait déjà à cette guerre civile...

– Non, non, mais pas... pas... c'est... c'est...

– Bah, quand on rase un village tutsi...

– Écoutez, moi, j'ai été à plusieurs reprises au Rwanda, il n'y avait pas... il ne faut pas exagérer, tout de même. Il y a beaucoup de choses qui sont racontées... Je peux vous dire que ce que j'ai vu au Rwanda...

– On n'allait pas vous montrer ce que vous ne deviez pas voir !

– Oui, oui, mais j'ai été un peu partout pour vérifier ce qui pouvait se passer ici ou là. C'est une vision excessivement partisane... »

### *De la conscience*

Et revoilà le serveur. Il veut savoir s'il peut nous desservir. Je lui rétorque que nous n'avons pas encore fini. Avant de poursuivre :

« À ce moment-là, cela ne heurtait pas votre conscience ?



– Non, non, pas du tout. J’ai été assez d’accord avec... Je partageais cette analyse, qui était celle d’Hubert Védrine, de Jean-Louis Bianco<sup>4</sup>, d’Alain Juppé... de tous ceux qui étaient là. Il y avait quand même, au niveau des politiques, des gens très, très bien informés, qui partageaient cette analyse.

– Ballardur aussi ? Léotard ? Ils vous disaient qu’il fallait soutenir Habyarimana ?

– Léotard, Léotard... Ne parlons pas de Léotard.

– Et Ballardur ?

– Ballardur, c’est différent. Sa position, c’est : la France ne doit intervenir nulle part. Il voulait se retirer de partout, de l’ex-Yougoslavie... Pour le Rwanda, celui qui était engagé dans cette affaire, c’était Alain Juppé.

– Avant avril 1994, Alain Juppé partageait-il la vision de François Mitterrand sur le Rwanda ? Pensait-il, lui aussi, qu’il fallait jouer la carte Habyarimana, celui qui protégeait la stabilité, et qu’il fallait se méfier du FPR ?

– Oui, oui, tout à fait. Alain Juppé s’est engagé très fortement sur les accords d’Arusha. Il considérait [comme Mitterrand] que nous avions Habyarimana [...], que ce n’était pas la solution idéale car il fallait faire évoluer le régime. À ses yeux, les accords d’Arusha étaient extrêmement importants. Juppé a été très actif.

– Je reviens sur les opérations militaires françaises au Rwanda. En premier lieu, sur l’opération Chimère<sup>5</sup>, celle du colonel Tauzin. Vous l’envoyez au Rwanda pour reprendre les choses en main...

4. Secrétaire général de la présidence de la République de François Mitterrand de 1982 à 1991.

5. L’opération Chimère, ou opération Birunga, commandée par Didier Tauzin, a été déployée du 22 février au 28 mars 1993. Les forces spéciales françaises soutiennent l’armée rwandaise pour faire échouer une offensive FPR sur le point de prendre Kigali. L’intervention de Tauzin est décisive pour sauver le régime de Kigali et les FAR.

– Ce qui se passait, c’est que, quand il y avait un problème... euh... qui supposait des actions militaires, l’état-major des armées reprenait la main. En dehors de ces périodes, c’était l’ambassadeur, avec son attaché de défense, qui gérait les affaires courantes. Mais, dès que la situation devenait sérieuse, j’envoyais un officier qui prenait le commandement des opérations. Ce n’était pas Tauzin, d’ailleurs, c’était Delort<sup>6</sup> en particulier, à deux ou trois reprises.

– Que voulez-vous dire par “il reprenait les choses en main” ?

– Il prenait le commandement de Noroît, qui était d’une certaine façon sous le contrôle de l’ambassadeur. Mais, quand il se passait quelque chose de sérieux, qui supposait des actions militaires fortes, alors l’état-major des armées reprenait le manche et envoyait un officier. Tauzin a été un exécutant pour une opération qu’on a faite, je ne me souviens plus très bien de ce que c’était, pour récupérer des ressortissants.

– Il me semble qu’il a participé à cette opération avec des parachutistes dont il dirigeait une centaine. Vous les avez envoyés là-bas parce que le FPR faisait une percée sur Kigali, les FAR avaient été totalement désarçonnées, et, pour reprendre les choses en main, vous avez créé un commandement parallèle. Et on est là en 1993.

– À ce moment-là, on avait des gens qui conseillaient l’armée rwandaise, ce qui est logique. Effectivement, il y a eu une opération où les forces françaises n’ont pas été engagées personnellement. Mais des conseillers militaires ont donné un certain nombre de conseils pour gérer l’opération, et c’est tout à fait normal.

– Et ces opérations, quand vous les montez, le gouvernement n’a pas la main dessus ? Ni le ministre des Affaires étrangères, ni le ministre de la Défense, ni le Premier ministre ?

6. Le colonel Dominique Delort dirigeait l’opération Noroît au Rwanda en 1990.

– Non, mais il est tenu au courant, car il y a des réunions toutes les semaines chez le président en conseil restreint. Le gouvernement est parfaitement au courant de ce qui se passe.

– Donc, entre 1993 et 1994, Alain Juppé partage les analyses de l'Élysée ?

– Tout à fait. Il n'est jamais intervenu dans un sens ou dans un autre. On a mené nos actions. Mais l'action de Juppé, c'était Arusha. Le rôle du ministre des Affaires étrangères n'est pas de regarder comment les opérations sur le terrain se passent. Chacun est dans son rôle, là. Et Balladur, il est là, il est personnellement peu favorable à toutes ces affaires : il voulait que l'on se retire de Sarajevo. C'est sa position, mais il n'a jamais réussi à convaincre Mitterrand. Et, à l'intérieur de son propre gouvernement, Alain Juppé – je ne parle pas de François Léotard –, Alain Juppé était plutôt du côté de François Mitterrand. Et pas du tout pour des raisons politiques. On est peut-être déjà dans la bataille Balladur-Chirac. Mais...

– Mais ce n'est pas ça qui rentre en jeu ?

– Ce n'est pas ça que j'ai ressenti. Juppé, c'est lui qui, en Yougoslavie, était le défenseur des zones de sécurité. Ce qui a été une mauvaise chose, d'ailleurs, car cela a donné une fausse impression de sécurité. Il était extrêmement actif sur le plan diplomatique, très conscient du rôle de la France, mais, dans la période que vous dites, son problème... c'était Arusha... pas autre chose. »

### *Amaryllis par l'amiral Lanxade*

« Arrive ce fameux attentat du 6 avril 1994, on bascule dans une autre histoire. Vous l'apprenez comment, cet attentat ?

– C'est un coup de tonnerre. Immédiatement, avant d'essayer d'analyser les raisons de cet attentat, nous nous trouvons confrontés au problème des ressortissants.

– C'est votre première question : le sort des ressortissants français ?

– En conseil restreint, la décision est prise de lancer l'opération Amaryllis, le colonel Poncet à l'époque. On s'assure le contrôle de l'aéroport, et à partir de là on évacue les ressortissants. Interviennent avec nous les Italiens et les Belges. Les Belges ont été un peu curieux, car ils ont essayé de nous empêcher de partir. Il y a eu des actions un peu troubles qui cherchaient à faire en sorte que nos avions ne puissent plus décoller. Je pense que les Belges n'avaient pas du tout envie de rester seuls sur place. Ils avaient des moyens limités. Toujours est-il qu'on intervient, on est dans une situation délicate, les militaires en tout cas, car les combats sont dans Kigali, on a des procédures au point pour évacuer les ressortissants, les forces spéciales vont chercher les gens dans les quartiers compliqués, l'ambassadeur nous lâche, il est le premier à monter dans l'avion.

– Pourquoi ? Il a peur ?

– J'ai demandé qu'il y ait une enquête après, je n'ai pas été suivi.

– Cela ne vous arrange pas qu'il parte tout de suite...

– Cela ne nous arrange pas du tout parce que c'est lui qui avait... Les ressortissants, quand vous avez un Belge ou un Français... il n'y a pas de problème, mais si vous avez un Rwandais... Parce qu'il y avait beaucoup de responsables rwandais réfugiés à l'ambassade... Alors, qu'est-ce qu'on fait ? Il y avait la femme d'Habyarimana. Et le pauvre colonel Poncet se retrouve sans ambassade. Ce qui nous a obligés à créer... un poste de transit, à Dakar ou je ne sais plus, pour s'assurer de qui on va rapatrier.

– Donc la décision de rapatrier la femme du président Habyarimana, c'est Poncet qui la prend, parce qu'il est seul à l'ambassade ?

– Elle est réfugiée à l'ambassade.

– Il ne rend pas compte ?

– Il a certainement rendu compte, mais on ne peut pas faire autrement. C'est l'ambassadeur qui aurait dû gérer tout cela. Il aurait dû être le dernier à partir. Et il a été le premier. Ce n'est pas bien. Nous nous sommes trouvés dans une situation difficile. Après, les diplomates français ont un rôle à Dakar, ils font le tri.

– À ce moment-là, vos hommes envoyés là-bas, quand ils traversent Kigali pour aller chercher les ressortissants, ils sont obligés de traverser les barrages, ils voient bien qui tient les barrages, ce qui est en train de se passer ?

– On est en pleine guerre civile, oui.

– Mais les barrages sont tenus essentiellement par des gens du gouvernement, par les Interahamwe.

– Mais par le FPR aussi...

– Et les gens se font massacrer aux barrages...

– Ils ne sont pas du tout massacrés là.

– L'opposition se fait massacrer dès le 7 avril. »

Nous échangeons ainsi tout en avalant notre plat dans le plus ancien restaurant d'Aix-en-Provence. Je fais comme si de rien n'était. Mon interlocuteur poursuit, entre deux bouchées. Mon dictaphone enregistre ses mots, sa mastication. Sur la question des barrages, de qui massacrait qui, je me heurte à un mur, à nouveau. Et à un mystère. Comment peut-on s'aveugler, se mentir à ce point ? Mais ment-il ? Peut-être pas. Ses yeux ont regardé, regardent encore... mais ils n'ont pas vu, ne voient toujours pas. Son intelligence, qui est indéniable, semble en la matière impuissante. Je plonge dans un cachot, le sien. Ou, plutôt, je pénètre dans la grotte de Platon, celle des âmes qui ne veulent pas en sortir, qui préfèrent l'obscurité, le reflet des choses, l'ombre portée sur les parois de pierre, à la vérité dévoilée par la lumière du jour. L'amiral poursuit :

« Je vais vous dire. Nous n'avons eu, nous, aucune information sur le fait qu'il y avait des massacres... On savait qu'il y avait

des combats, des affrontements de type guerre civile... mais... Autrement dit, on ne s'est jamais trouvés devant la situation de se dire : on est là... est-ce qu'on doit rester pour empêcher les... les choses de se faire ? »

Je ne le crois pas. Ne pas savoir qui massacre qui ? Est-ce possible ? Ne pas vouloir savoir, oui. Chaque fois que je me suis rendu dans des zones de conflit, de guerre civile, de massacre à petite et grande échelle, je n'ai pas rencontré beaucoup d'obstacles pour comprendre qui faisait quoi. Parfois, comme dans la région de Beni, dans le grand Nord du Kivu, en 2014, effectivement, les auteurs des massacres de villageois ne sont pas clairement identifiés. Mais c'est rare. Il m'est même arrivé d'interroger des massacreurs leur crime à peine commis, le corps de leur victime à leurs pieds... Mais les hommes de l'amiral Lanxade, eux, en 1994, passaient leur chemin. Aux barrages, ils ne cherchaient pas à comprendre. Cela n'a aucun sens. Cela n'est pas humain.

« Je connais des soldats qui ont participé à cette opération...

– Oui...

– Qui allaient sur le terrain...

– Oui, mais...

– Et rendaient compte à leurs supérieurs...

– Oui, mais...

– Et la consigne était : "Ta gueule, il faut continuer le boulot."

– Le problème, c'est qu'on ne voulait pas... Le... le gouvernement français ne voulait pas, dans cette période-là, profiter de cette... cette situation pour... soutenir un camp ou l'autre.

– Est-ce qu'on peut demander à un soldat français, quand il est sur un barrage, quand il voit un milicien... »

Il m'interrompt, à nouveau :

« Non mais y a... y a... y a pas...

– Exécuter devant lui des enfants...



– Y a pas ça. C'est du roman, ça ! Il n'y a pas de soldat français comme ça.

– Je me suis mal exprimé. Est-ce qu'on peut demander à un soldat français d'assister à ce type de scène sans intervenir ?

– Non mais, non mais... ils n'ont pas assisté à ce type de scène... Je me mets en faux... Ils ont raconté n'importe quoi, vos soldats... Après, comment cela se passait ? Y a... y a... y avait des camions qui transportaient des gens et...

– Mais il fallait traverser les barrages.

– Les barrages... les barrages s'ouvraient immédiatement dès... dès... dès que les armes françaises, les armes, je dis bien *les armes* étaient là.

– Vous, vous dites que c'est un roman ? Ceux qui disent que les soldats français ont assisté passivement...

– Oui, oui, tout à fait, c'est un roman.

– Vous pensez que les Français n'ont pas vu de massacres ?

– S'il y avait eu ça... On aurait... L'état-major des armées... enfin moi... J'aurais immédiatement posé la question : qu'est-ce qu'on fait ? On ne s'est jamais posé cette question... La question c'est : on évacue les ressortissants, on élargit aux ressortissants européens. Je peux même vous raconter une histoire assez drôle là-dessus... »

Tout le drame est là, bien sûr. On le sait depuis Hannah Arendt, le mal s'épanouit là où l'on ne se pose jamais la question. La folie meurtrière s'est abattue sur Kigali depuis la nuit du 6 au 7 avril 1994. L'opération Amaryllis s'étend du 8 au 14 avril... Soit sept jours. Au 14 avril, combien de Tutsi ont été massacrés ? Combien de Hutu de l'opposition ont été tués ? Combien de femmes ? Combien d'enfants ? Combien de civils ? Combien de gens comme vous et moi ont été exterminés par les tueurs, par les milices, par les forces de l'ordre hutu ?

Mais non, les soldats français n'auraient rien vu. Bien sûr que c'est faux<sup>7</sup>.

Je tente de le confronter à la réalité de l'époque, à ces voix qui disaient la nature des massacres, leur étendue.

« Bien sûr... Mais... mais vous avez la radio Mille Collines qui appelle au meurtre.

– Oui, oui, mais...

– Vous avez les Interahamwe qui sont sortis...

– Non, non, on découvre ça après...

– Tous les opposants se font tuer...

– Écoutez, tout le monde découvre ça après. Si vous voulez, sur le moment...

– Sauf ceux qui sont sur place...

– Non, on...

– Vous avez les renseignements militaires, la DGSE, des super pros du renseignement...

– Non, non... je peux vous dire... Je sais les informations que j'ai eues ! Il ne faut pas exagérer !

– J'ai du mal à croire...

– Alors ne me croyez pas.

– Des gens super bien formés, ayant fait les grandes écoles, hyper affûtés intellectuellement, ne voient pas ce qu'il se passe ? Alors que leur formation, leur métier, tout les conduit justement à lire les signes des temps. Leur boulot, c'est justement de lire ce qu'il se passe...

– Non, mais vous voyez que l'évacuation se fait en vingt-quatre heures. C'est très rapide... En deux jours.

– Non, il se passe quasiment une dizaine de jours...

– Non, Amaryllis, c'est deux jours !

7. Lire le témoignage du soldat d'Amaryllis, p. 193, et le témoignage de Nicolas Poincaré, p. 293.



- Non, Amaryllis, c'est du 8 au 14 avril. Et les derniers soldats partent un peu plus tard.
- Non, ça dure trois jours, on reste trois jours sur place.
- Il n'y a pas que les militaires qui viennent avec Amaryllis. Vous avez aussi des militaires déjà sur place comme Saint-Quentin<sup>8</sup>, qui n'est quand même pas le dernier des imbéciles.
- Oui ! Ce que je peux vous dire, c'est que... À l'état-major des armées, comme à l'Élysée en situation de crise, la question de rester sur place ne s'est jamais posée.
- Je ne pose pas la question de rester sur place, je pose la question de ce qui se passe, qui tue qui ?
- Non, mais, pour nous, nous intervenions dans une guerre civile, où les gens s'entre-tuaient, parce qu'il y avait le FPR et les autres, et ça tuait des deux côtés.
- Mais nous, nous sommes alliés avec l'un des deux camps.
- Mais non ! On n'est plus dans un camp, c'est fini, on n'est plus là depuis les accords d'Arusha, c'est la Minuar.
- Peut-être, mais il y a encore des gens, des conseillers techniques, des coopérants, Saint-Quentin est là, par exemple.
- Ce sont des coopérants dont le seul rôle a été de nous permettre de nous poser sur le terrain d'aviation dans la nuit.
- Non, ils étaient là avant. Leur rôle, c'était de conseiller le gouvernement en place, de trouver des solutions.
- C'était fini, fini, ça. À partir du moment où Habyarimana est abattu, on n'est plus du tout dans cette situation-là. On ne se préoccupe plus que d'une seule chose : c'est l'évacuation des gens.
- Pourtant, le gouvernement intérimaire rwandais est nommé, où ça ?
- Mais ce n'est pas notre problème.

8. Le général Grégoire de Saint-Quentin était à l'époque commandant et assistant militaire technique à la mission militaire de coopération au Rwanda.

- Mais où est-il choisi, où est-il nommé ?
- Je n'en sais rien.
- À l'ambassade de France<sup>9</sup>.
- L'ambassade de France, elle est complètement évacuée, abandonnée par l'ambassadeur, qui part avec le premier avion.
- Il le fait avant son départ.
- Non, l'ambassade n'existe plus.
- Mais la première chose qu'il fait quand il apprend la chose, c'est qu'il réunit les éléments chez lui et ensemble...
- Ça, c'est son affaire, mais ce n'est pas l'affaire des militaires qui sont sur place. Eux, ils ont une seule mission, évacuer. Et ils rendent compte de ce qu'ils voient, c'est-à-dire une guerre civile, avec des armes partout dans la ville, et... euh... On essaie de faire les choses le plus rapidement possible, pour qu'on parte le plus vite possible, bon...
- Ils ne voient pas que ceux qui semblent commettre le plus d'exactions, c'est quand même un camp plus qu'un autre ? Le FPR est juste dans un endroit de Kigali.
- Il est très rapidement partout, parce qu'ils étaient quand même les plus doués... Vous croyez que les gens qui sont sur place n'ont que cela à faire. Ils ont une seule mission : évacuer les gens. Ils ne se posent pas d'autres questions. Après, on leur dit : vous avez vu ça. Ils rendent compte, mais ce n'est pas le problème. Le problème, c'est que notre mission, c'était strictement d'évacuer. Et d'ailleurs... Et après, on nous a accusés, au moment de Turquoise, d'avoir voulu retourner à Kigali<sup>10</sup>. Si on avait eu cette idée de Kigali, c'était le moment, c'était là qu'il fallait agir... Mais pour nous, les Français, le

9. Lire, par exemple, André Guichaoua, *Rwanda, de la guerre au génocide*, La Découverte, 2010.

10. Il y a bien eu un débat sur le sujet. Non seulement le général Lafourcade s'en fait l'écho dans son livre (op. cit., p. 30-31), mais lire aussi dans ce livre, voir ma rencontre avec Gérard Prunier (p. 413), Hubert Védrine (p. 663) et Alain Juppé (p. 739).

Rwanda, c'était fini, c'était fini. C'était plus notre affaire, le Rwanda... Cela redevient notre affaire avec Turquoise, parce que la France, Alain Juppé, le président pensent qu'on ne peut pas laisser les massacres se poursuivre, mais, pour nous, le Rwanda, c'est terminé. Ce n'est plus mon problème, le Rwanda ! C'est mon problème pour l'évacuation, point à la ligne.

– On a vu souvent, dans l'histoire des opérations extérieures de la France, des opérations dont l'objectif était l'évacuation des ressortissants, sécurisation, c'était le discours officiel, et c'était vrai aussi, mais ce n'était pas vraiment...

– Vous me croyez ou vous ne me croyez pas... Il n'y avait absolument aucune arrière-pensée de ce type, on évacuait les gens, point à la ligne.

– Je vous répète la question car je suis étonné : on ne vous dit pas qui fait quoi sur place ?

– Non, non, on ne se pose pas la question comme ça. On... on est dans une situation de guerre civile avec des affrontements partout en ville, le problème, c'est de faire passer les convois.

– Sauf que ceux qui vous disent "vive la France... vive Mitterrand", sont...

– Non, écoutez, je n'ai jamais entendu dire que l'on disait "vive la France" ou "vive Mitterrand"<sup>11</sup>.

– Ou bien ceux qui vous laissaient passer sans problème.

– Non, non, non... Ils laissent passer parce qu'on a des forces. Et, en plus, ils voient que ce sont des Européens.

– J'ai quand même la confiance de quelques soldats... qui y étaient, qui disent que le soir ils buvaient pas mal parce que ce qu'ils avaient vu dans la journée...

11. C'est pourtant bien ce que rapporte Thierry Prunghaud, parmi d'autres, dans son livre *Silence Turquoise*, où cet ex-membre du GIGN témoigne de sa participation à l'opération Turquoise.

– Ouais, ouais, ouais. Ce que je veux dire, ils voient ça partout. Ils voient ça partout, ils ont vu ça en Yougoslavie. C'est malheureusement le problème des soldats français qui participent aux opérations extérieures aujourd'hui. Ce qu'ils voient au Mali, ce n'est pas beaucoup plus beau... Ce qu'ils ont vu surtout en Centrafrique. On est confrontés à cela, mais il ne faut pas confondre la direction militaire à Paris avec ça. Après, ils peuvent dire des choses comme ça, on en tient compte ou pas... Ce que je peux vous dire, c'est que, pendant cette opération Amaryllis, le chef d'état-major des armées que j'étais avait un seul objectif donné par le gouvernement : évacuer les Français. Et jamais l'idée qu'on aurait pu faire quelque chose pour intervenir, jamais cette question n'a été évoquée dans cette période-là. Après coup, on peut se dire... Ah... Cela veut dire qu'il aurait fallu qu'on remette des troupes et qu'on reste. Mais à ce moment-là... on nous accuse déjà d'avoir pris parti. Alors rester, c'est impensable, impensable... La situation pour nous était, en tout cas du point de vue des instructions que nous avions, elles étaient extrêmement claires. Au gouvernement, dans la cellule de crise, la question ne s'est jamais posée de savoir si on devait intervenir dans ce qui se passait à Kigali. C'est pour cela qu'après, lorsque Ancel dit qu'on a eu envie d'aller à Kigali... c'est faux, c'était fini.

– Même Lafourcade le dit. Il raconte dans ses mémoires, en 2010, que, lorsque vous lui proposez ce commandement, plusieurs scénarios étaient sur la table...

– Il y avait trois scénarios : Goma, le Burundi et Kigali. Parce qu'il y avait une certaine logique. Moi, j'ai écarté Kigali, immédiatement. J'ai écarté le Burundi, parce que le Burundi était aussi fragile que le Rwanda. Et, en conseil restreint, j'ai dit : "La seule solution, c'est Goma." Et tout le monde a été d'accord. Il n'y a pas eu le début d'une discussion, en tout cas pas sur Kigali, un peu plus sur le Burundi. »

On comprend qu'aller à Kigali, pour lui, c'est rétablir la situation.

« Mais ce n'était plus notre problème. On n'était plus là [sic]. Ce que... ce que... ce que les gens ne veulent pas comprendre, c'est qu'à partir d'Arusha le Rwanda, c'est plus notre problème. C'est plus au cœur de la politique africaine française. Simplement, quand on a conscience de l'importance du génocide, enfin, que le génocide apparaît, c'est à ce moment-là que le gouvernement français, Mitterrand, mais Védrine et surtout Alain Juppé, se disent : on ne peut pas laisser faire ! C'est l'Afrique francophone, on ne peut pas laisser faire ce qu'il se passe. Et c'est là qu'on a toutes les peines du monde à obtenir... Les Anglais se refusent, les Américains se refusent, et cetera. Comment j'ai fait venir les Américains au moment de Turquoise ? [...] Je voulais que les Américains viennent, parce que, d'abord, ils pouvaient nous donner un coup de main, et je considérais que, politiquement, c'était important qu'ils soient là à nos côtés. J'ai fait venir les gens de CNN, je leur ai organisé des déplacements. Et c'est à partir de là que les Américains sont intervenus. Je me suis un peu mordu les doigts, car clairement la méthode américaine, c'est : poussez-vous. Il a fallu leur faire comprendre que ce n'était pas comme ça que ça fonctionnait. Et ils ont fait très peu de choses, apporter des vivres... ils ont fait très peu de choses...

– Ces scénarios qui sont sur la table semblent montrer...

– Ils ne sont pas sur la table ! Quand vous préparez une opération, vous vous demandez : où je peux aller ? Je peux aller à Kigali, je peux aller au Burundi, ou au Zaïre. L'état-major des armées n'a jamais envisagé Kigali. Le Burundi, on l'a envisagé. Mais on a rapidement été convaincus que... Quand ces trois questions ont été mises sur la table en conseil restreint, j'ai dit : "Kigali, pas question, on ne va pas se mettre au milieu

des combats." Personne n'a discuté ! Après, on a discuté un peu Rwanda. Et, finalement, on a pris la décision Goma.

– Mais ces scénarios que vous présentez, c'est au profit de qui ?

– Au profit d'arrêter les massacres.

– Mais arrêter qui ?

– Mais arrêter physiquement, autrement dit, c'était contre les Hutu, clairement... Clairement contre les Hutu, c'est... c'est... c'est les Hutu qui... qui massacraient les Tutsi, dans la zone où nous sommes intervenus. L'objectif, c'était d'arrêter les massacres. Et donc on était contre les Hutu, très, très clairement, très clairement... Parce que c'était ceux qui finalement faisaient les massacres. Il n'y avait pas d'a priori politique dans cette affaire. C'était... c'était... c'était de fait eux qui massacraient... Et je me rappelle cet officier français qui réunit sa population, je me rappelle même, le colonel Sartre<sup>12</sup>, qui les réunit dans une église pour leur dire : "C'est fini, on ne peut plus faire ça." Très clairement, on est intervenus au profit des Tutsi, quoi... Mais, encore une fois, on ne choisit pas un camp. Il y a des gens qui se font massacrer, il se trouve que ce sont les Tutsi, c'est tout...

– Quand est-ce que vous vous rendez compte que ce sont les Tutsi qui se font massacrer ?

– On le sait dès le début.

– C'est quand "le début" ?

– À partir du moment où on se rend compte qu'il y a des... qu'il y a un génocide en cours.

– C'est quand la date ? La bascule a lieu quand ?

– L'attentat a lieu le 6 avril, et on intervient le 22 juin. Entre le 6 avril et le 22 juin, on a le temps de voir ce qu'il se passe. Dans cette période-là, on s'aperçoit qu'il y a des massacres de

12. Le colonel Patrice Sartre est le chef du groupement nord Turquoise, résidant à Kibuye.



Tutsi, et... euh... la France se dit qu'il faut intervenir. Et, le temps de comprendre ce qu'il se passait, ça prend tout le mois de mai, et la moitié du mois de juin, pour obtenir l'autorisation d'y aller...

– Oui, mais ma question est : à quelle date vous vous en rendez compte ?

– À mon avis, on... on... on... on... on... on... on doit, on doit s'en rendre compte... euh... je ne sais pas... quinze jours... quinze jours après l'attentat, vers la fin avril. C'est à ce moment-là que l'on se rend compte que les choses ne se passent pas comme on le pensait.

– Vous vous rendez compte de quoi ?

– Que les choses se passent mal, quoi.

– Pas comme vous le pensiez ?

– Pas comme on aurait souhaité qu'elles se fassent... Nous... nous, on regarde les choses, on n'a plus personne sur place, plus d'ambassade, plus rien...

– Vos services sont super bien organisés, je n'ose pas croire qu'il n'y ait pas des gens...

– S'agissant des militaires, je ne sais pas ce qu'a fait la DGSE, encore que c'était mon beau-frère<sup>13</sup> qui dirigeait la DGSE à l'époque, mais je peux vous dire que les informations ne sont pas venues par cet axe-là. Elles sont venues par la diplomatie. Les gens qui étaient au Rwanda, les autres ambassades qui étaient au Rwanda. Nous, la France, on n'avait plus personne. Que la DGSE... ce n'est pas impossible. Mais il n'y avait aucune force spéciale, et personne du renseignement militaire français. On apprend cela progressivement, et ça s'était passé exactement comme ça pour Srebrenica. C'était la même chose. On apprend ça progressivement par des sources qui sont pour l'essentiel extérieures. Et... et... et à un moment, le gouvernement français se

13. Jacques Dewatre.

dit, le président et... euh... et... euh... Védrine... euh... Alain Juppé... se disent : "On ne peut pas laisser faire les choses, il faut que la communauté internationale intervienne." L'objectif de la diplomatie française est d'obtenir la coopération internationale. C'est un échec, un échec total.

– Vous savez bien qu'en intervenant, en arrêtant les tueries hutu, vous allez faire le jeu du FPR.

– Cela ne nous pose aucun problème. Franchement, vous avez l'air de penser qu'on était pour les Hutu, mais pas du tout !

– Je ne dis pas que vous étiez pour les Hutu, mais...

– C'était fini, ça. J'étais le plus haut responsable militaire, et je peux vous dire [que] ce n'était plus notre problème. À partir de la fin des accords d'Arusha, on n'est plus au Rwanda. Le Rwanda, ce n'est plus dans mes préoccupations, plus dans mes préoccupations. Je vous dis, il faut évacuer... j'interviens pour qu'on évacue tout de suite !

– Donc cette idée que le pays va tomber entre les mains des Anglo-Saxons, raison pour laquelle Mitterrand est intervenu en 1990...

– Tout ça, c'est terminé. Dans les réunions du conseil restreint, si on sort les documents un jour, ce n'est pas un problème. Et d'ailleurs on ne parle même plus du Rwanda. En revanche, on en reparle à partir de l'attentat d'Habyarimana.

– Avec les accords d'Arusha, on a atteint un objectif, et c'est la communauté internationale...

– C'est plus nous !

– Elle est garante de ces accords. Et on passe la main.

– On a passé la main. Le drame, c'est qu'on a passé la main aux Nations unies, qui ont été incapables de réagir. Eux avaient les moyens sur place, juste après l'attentat. Les Belges ont été... C'était tout le problème des forces des Nations unies. Les Belges ont été comme les Hollandais à Srebrenica, ils ne sont pas intervenus.

– Kouchner m'a dit que lui a été à Kigali à plusieurs reprises, et qu'il a appelé l'Élysée pour dire à Mitterrand... il avait un rapport privilégié avec lui... voilà ce qu'il se passe.

– Mais ça, c'était entre l'attentat et Turquoise.

– Kouchner lui dit : le FPR n'est pas ce que vous croyez. Ceux qui massacrent ne sont pas ceux que vous croyez. Nous sommes amis des génocidaires.

– Non, ça... ce que je veux dire, ç... ça... si ce que dit Kouchner est exact, cela prouve simplement que Mitterrand ne s'est convaincu, n'a été convaincu, comme le gouvernement français, qu'il y avait un vrai génocide que très progressivement. Il y avait certainement au Quai d'Orsay un certain nombre de gens qui étaient pro-FPR.

– Que voulez-vous dire par là ?

– Des gens qui étaient contre la politique menée par la France de soutien à Habyarimana, et qui considéraient que Kagame était quelqu'un avec qui il fallait traiter. Il y a deux façons de voir les choses. Ou bien cela fait partie du débat objectif qu'on a sur une question, ou bien vous avez des camps.

– Il semble que Léotard était aussi favorable à une discussion avec Kagame.

– Je n'ai jamais entendu Léotard intervenir dans cette affaire. Et d'ailleurs le ministre de la Défense ne comptait absolument pas. La phrase qu'a reprise *Le Monde*... Que dit Mitterrand quand on décide d'aller à Goma ? Il s'adresse à moi, et il dit : vous êtes le maître des méthodes. Autrement dit, il ne s'adresse pas au ministre de la Défense. D'ailleurs, Mitterrand ne s'adressait jamais au ministre de la Défense.

– Quand est-ce que Mitterrand vous dit : amiral, il faut y aller.

– La décision est prise en conseil restreint.

– Donc le 15 juin 1994.

– On intervient le 22 juin, la décision a été prise une semaine avant, ce doit être un mercredi. Là, on me donne instruction

de préparer l'intervention à Goma. Et je suis devant un vrai problème : la logistique. Les troupes, on les a ; mais les avions, on ne les a pas. Donc on se tourne vers les Américains, qui ne répondent pas, pour voir s'ils pouvaient nous transporter. Parce qu'on peut mettre quelques Transall et quelques trucs... Pour transporter deux, trois mille hommes, ce n'est pas suffisant. À ce moment-là, on se tourne vers les sociétés civiles ukrainiennes et russes<sup>14</sup> et on négocie à toute allure, on est mercredi, et ce n'est que le dimanche que la résolution a été votée. Jusqu'au dimanche, les Russes – les Antonov [avions militaires gros porteurs] étaient contrôlés par eux – n'ont jamais voulu répondre. Voyez l'extrême rapidité. C'est pour cela que c'est une très belle opération sur le plan technique. Et à partir du mercredi suivant, on avait cent cinquante hommes des forces spéciales sur le terrain. Avec une autorisation très particulière, de Balladur cette fois-ci : ils partent de Goma au petit matin, mais retournent coucher le soir à Goma. Cela prouve qu'il n'y avait pas de volonté d'aller... Progressivement, j'ai fait lever ces restrictions, parce que ça devenait plus possible, et Lafourcade a pris le commandement deux, trois jours après, et c'est au moment où on a vu que le front du FPR et des FAR se rapprochait que j'ai proposé au président et au Premier ministre de faire la ZHS.

– Pour autant, quand on écoute Lafourcade et les cadres que j'ai rencontrés, quand vous partez là-bas, l'ennemi, c'est le FPR.

– C'est... c'est... c'est... non, mais c'est parce que c'est les mêmes qui étaient auparavant... ils étaient face au FPR, et cetera. Mais pour les... les...

– Ces gens, c'est Rosier ? Tauzin ? Ceux du COS, quoi ?

– Non, sauf que... sauf qu'ils allaient là-bas pour sauver les Tutsi, et cela, c'était clair pour eux, c'était leur mission. Ils

14. Lire p. 534-535.

pouvaient être contre le FPR politiquement, mais concrètement ils allaient sauver les gens du FPR.

– Mais ils partent avec l'idée que l'ennemi, c'est le FPR ?

– Non, non. J'ai du mal à croire cela, j'ai du mal à croire ça.

– Ils sont dans cet état d'esprit parce que le FPR les a menacés... ils se préparent à un combat avec le FPR, comme ils en ont eu depuis 1990.

– Non mais, attendez, effectivement, quand les forces spéciales interviennent, cela ne plaît pas au FPR, qui nous soupçonne d'avoir voulu faire autre chose. Il faut faire comprendre au FPR qu'on n'est pas là pour se battre contre eux mais qu'on est là pour au contraire sauver les Tutsi, mais sans leur aide. On ne va pas prendre des gens du FPR pour aller dans les camps tutsi. On assume notre mission dans la zone qu'on s'est fixée. Le FPR est dans une certaine façon notre adversaire dans la mesure où il n'aime pas qu'on soit là. Quand je vous dis qu'ils bombardent les camps de réfugiés, c'est le FPR que je fais surveiller par des avions de combat. C'est pas les Hutu.

– Combien y a-t-il d'accrochages entre le FPR et l'armée ?

– Il a dû y en avoir deux ou trois. Il me semble qu'il y a en a eu un avec Sartre, et peut-être un avec Tauzin. Mais c'est un accrochage très bref, et c'est le FPR qui nous tâte. Qui nous teste. Sartre aussi, je pense. Les gens qui étaient là-bas, vous prenez Tauzin, vous prenez Sartre, Saint-Quentin, Rosier, c'est des types terriblement aguerris. [...] Quand vous prenez un officier des troupes de marine, l'Afrique, il connaît, même quand il n'y a jamais été, parce qu'il a la culture donc il sait comment se comporter. On avait mis l'aviation de combat à Kisangani. Et, vingt-quatre heures après, le colonel d'aviation dit à Lafourcade, et ça nous est dit à Paris : je n'arrive pas à monter dans la tour de l'aéroport. À ce moment-là, on lui envoie un commandant des troupes de marine qui en deux heures résout le problème. Comment ? Je ne veux pas le savoir. Mais,

vous voyez, il y avait une vraie culture. Quand je suis arrivé à l'état-major des armées, il y avait les Rosier, les Delort... Et ces gens-là avaient vu plein de choses... Il ne fallait pas leur raconter n'importe quoi. »

Un joueur de djembé s'installe devant la terrasse des Vieux Garçons. Il frappe avec conviction sur la toile tendue de son instrument de musique, faisant vibrer les cymbales qui y sont attachées. Essayant de couvrir le brouhaha, je dis à l'amiral Lanxade :

« J'ai rencontré Oscar, un aviateur, qui était à Kisangani, et qui parle d'une opération avortée le 1<sup>er</sup> juillet. Quand ils arrivent à Kisangani, ils y allaient en préparant la guerre. Il y avait un ennemi, ils appelaient ça les rebelles, à l'époque, ils ne savaient pas que les rebelles, c'était le FPR... Il a compris après. Troupe organisée, aguerrie... encadrée, déterminée, armée de missiles sol-air, et cetera. Et le 29 juin, la tension... Ce sont des gens expérimentés, ce n'est pas leur première opération. Le climat, on voit qu'on atteint un degré supplémentaire dans l'excitation, ils ont un briefing le soir pour dire qu'ils allaient intervenir le lendemain... Les avions décollent effectivement le 1<sup>er</sup> juillet. Tout le monde, toutes les équipes vont taper, ils vont faire leur boulot, appuyés au sol...

– Mais il n'y a jamais eu ça !

– Ils tournent, ils demandent l'autorisation d'ouvrir le feu, comme c'est la règle, et, à leur surprise, elle leur est refusée... et du coup les Jaguar...

– Oui...

– Ils venaient de Centrafrique. Du coup, ils reviennent à la base, et personne ne leur dit ce qu'il s'est passé, personne ne comprend ce qu'il s'est passé...

– Oui...



– Et à partir de ce moment-là, la dimension humanitaire est très nettement... »

Le musicien s'est tu. Ouf.

« Ce que, ce que je veux dire... c'est que... »

– En fait, il confirme... enfin, il raconte une histoire qui corrobore celle d'Ancl.

– Oui, oui. Il faut se mettre dans le contexte, dans le contexte de l'opération, et... et... et... et des gens, et des gens sur le terrain, Lafourcade et d'autres. Euh... vous intervenez, vous ne savez pas comment ça va se passer, vous vous déployez sur le terrain, si vous tombez dans des affrontements... C'est pour ça, moi, quand je décide de la composition de la force, je mets des avions de combat. Je mets des avions de combat parce que je ne sais pas ce qu'il va se passer, je ne sais pas si le FPR... il n'y a que le FPR qui peut s'y opposer... si le FPR va... va s'opposer à... euh... à notre... à notre action. Attendez, j'a... j'a... j'avais déjà vécu ce qui s'est passé en Yougoslavie. En Yougoslavie, nous intervenions au profit des Bosniaques très souvent, mais le gouvernement bosniaque était contre nous. Et... et... et donc... »

Le chanteur se met à interpeller les clients des Deux Garçons en espagnol... Je saisis un *caramba* qui détonne avec le ton, les paroles, la pensée de l'amiral Lanxade.

« Ce que je veux dire, c'est que le FPR, nous n'étions pas sûrs de... de... de sa position... et nous, nous avons une mission, c'était d'arrêter le massacre des Tutsi par les Hutu.

– Mais justement, le FPR n'est pas celui qui massacre. »

Le chanteur poursuit sa harangue en espagnol, comme pour exciter les clients du restaurant. Il distille une forme de folklore mexicain pour touristes... D'ailleurs, certains entrent dans son

jeu, l'applaudissent, l'écoutent, le relancent... L'artiste accompagne son discours de battements de plus en plus assourdissants. J'ai l'impression que le djembé de tout à l'heure s'est transformé en tambourin.

« À ce moment-là, la prudence du chef militaire, c'est... c'est d'avoir les moyens de réagir... s'il y a un problème.

– Oui, mais...

– De même que le FPR nous a attaqués dans la zone humanitaire, enfin, il y a eu deux points de contact. Si ça avait duré, on aurait mis des avions en l'air, ce qu'on a fait, d'ailleurs, sur Goma.

– Mais ceux qui massacrent, ce n'est pas le FPR.

– Oui mais ça... mais... mais... mais le FP... qui... qui s'est opposé à notre venue ? C'est le FPR. Donc euh... j'crois... j'crois qu'il faut voir... euuuuh... les... les... les Hutu dans ce cas-là, c'est... c'est... Nous, on n'a pas affaire aux FAR. Dans la zone où on est, il n'y a pas les FAR. C'est les... c'est les Hutu eux-mêmes... les... les... y compris les prêtres... C'est pour cela d'ailleurs que Sartre réunit les villageois dans une église... en leur disant : "C'est fini, ça !" Alors, si vous voulez, c'est... c'est la logique. Pourquoi j'ai mis des avions de combat ? J'ai mis des avions de combat parce que je ne savais pas ce que serait la réaction du FPR. Parce que les autres... ils n'avaient pas les moyens de... de réagir.

– Il n'a jamais été question de les taper ? De leur dire : c'est nous qui avons le terrain ?

– Jamais ! Le seul moment, c'est le moment que je vous ai expliqué tout à l'heure, quand ils tapaient eux avec l'artillerie sur Goma.

– Le 30 juin, il y a l'idée quand même de faire un bouchon dans la forêt de Nyungwe.

– Mais on veut que notre zone, que la zone dans laquelle on intervient, qui n'est pas encore à cette époque-là sécurisée, on

veut que dans cette zone-là nous soyons seuls. On ne veut surtout pas... être dans les combats. D'où... d'où la zone humanitaire sûre... qui... qui est de dire à tout le monde, tout le monde, hein, il y a une zone dans laquelle c'est la France et... et ceux qui sont avec elle qui... qui contrôlent la sécurité.

– Il y a un autre reproche qui est fait à l'opération Turquoise, vous le connaissez, c'est d'avoir laissé le gouvernement intérimaire passer, d'avoir laissé les génocidaires passer en direction de Goma...

– Mais ça... là...

– Et la force envoyée pour arrêter les massacres n'a pas beaucoup arrêté... les bourreaux.

– Mais, nous, nous avons... Faut voir que, quand vous intervenez comme ça... vous, vous intervenez dans le cadre d'un mandat. Bon, le mandat ne nous autorisait absolument pas à faire ça. Le mandat, c'était d'arrêter les massacres, ce n'était pas d'arrêter les génocidaires... et d'arrêter le gouvernement. Même chose pour les Mille Collines. Bon... On s'est posé la question, en conseil restreint, mais cela a été directement écarté, parce qu'on n'a pas de mandat pour faire ça. Et... et vous, vous ne pouvez pas... euh... et moi comme chef d'état-major des armées, je, je ne peux pas donner euh... euuhhh... instruction à des gens d'intervenir sans mandat parce que s'il... s'il se passe quelque chose et qu'après les... les... les gens portent plainte... Je... je... je reviens en arrière. Sur... sur Sarajevo. Quand on a pris le... La seule fois où on a dérogé, c'est quand on a repris le pont. Mais savez-vous qu'il y a eu une enquête des Nations unies après pour savoir si on avait eu raison ou tort ? [...] Donc, donc... le vrai... l'un des vrais problèmes des opérations extérieures, c'est le problème du droit. Quel est le droit qui s'applique ? Alors, on peut l'appliquer parce qu'on considère qu'on doit l'appliquer, mais s'il y a une bavure... enfin c'est pas une bavure... (*Le mot est tout de même lâché.*) Si ça se passe pas bien... Après, que

deviennent les officiers français qui ont pris cette décision ? Donc les instructions de Paris étaient très claires : vous ne pouvez pas... On s'est posé la question des Mille Collines.

– Je ne comprends pas... Vous me dites que vous allez là-bas pour arrêter des massacres, donc arrêter les bourreaux...

– Oui, mais dès qu'on est arrivés, ça s'est arrêté.

– Mais alors vous savez qui sont les bourreaux ?

– Oui, mais on n'est pas chargés des bourreaux. Ce n'est pas notre affaire !

– Vous ne pouvez pas arrêter un massacre sans arrêter les bourreaux.

– Ce n'est pas vrai, ce n'est pas vrai. On a arrêté les massacres parce que les bourreaux ne pouvaient plus massacrer.

– Votre seule présence a dissuadé les bourreaux de passer à l'acte ?

– Tout à fait. Tout à fait. C'était fini. À partir du moment où on a été là, sur le terrain, tout s'est arrêté.

– Il y a eu Bisesero, quand même.

– Oui, mais ça, c'est un des tout premiers jours [du déploiement de Turquoise].

– Ça ne s'est pas arrêté quand même tout de suite.

– Tout de suite. Ça s'est arrêté très, très vite. Très, très vite. De ce point de vue là, ça a été un succès, mais...

– Mille Collines qui appellent toujours au meurtre ?

– Oui, mais ce que je veux dire, comme il n'y a plus de meurtre<sup>15</sup>... Mais nous, on n'a aucune instruction... on n'a... on n'a aucun... aucun... pas instruction, on n'a aucun mandat pour intervenir sur radio Mille Collines. Et le gouvernement français n'a pas estimé qu'il devait prendre sur lui d'intervenir.

15. Si, effectivement, l'immense majorité des Tutsi tués pendant le génocide l'ont été avant l'intervention française, la chasse aux Tutsi n'était pas terminée, comme le montre l'affaire de Bisesero.

– Je continue sur ce point si vous voulez bien, les bourreaux vous les connaissez, vous savez qui ils sont. À ce moment-là, vous ne savez pas qu'ils ne vont pas massacrer, ça, c'est une lecture rétrospective.

– Non, non, si, si, si, si... parce qu'on sait, on sait qu'...

– Devant vous, ils ne vont pas sortir leurs armes...

– On sait... on sait qu'on contrôle... qu'on contrôle la zone... qu'on contrôle la zone, on sait qu'on contrôle la zone.

– Vous n'êtes pas assez nombreux pour contrôler une zone aussi énorme<sup>16</sup>.

– Si, si, très, très vite, on contrôle la zone, on sait très bien. Non, non, ça... euh... À partir du moment où les Français ont été là, les choses se sont arrêtées... très, très, très vite. Dans ces pays, ça va très vite. C'est tout petit. C'est très grand mais c'est tout petit en même temps. J'y ai été à de nombreuses reprises, au Rwanda, je connais bien.

– Donc vous n'avez pas arrêté les génocidaires parce que, un, ce n'était pas utile, deux, vous n'avez pas le mandat.

– La raison principale, c'est qu'on n'avait pas le mandat.

– Mais qui a écrit ce mandat ?

– Quoi ?

– Qui a écrit ce mandat ?

– Le mandat ? Mais c'est les Nations unies.

– Oui, mais quelle est la nation qui a écrit le mandat ?

– On a simplement négocié avec le secrétaire... avec le conseil de sécurité, voilà, c'est tout. Oui, c'est les Français qui portent la plume...

16. Au total, l'opération Turquoise a mobilisé 2 500 soldats, qui ne sont pas tous arrivés en même temps et ils n'étaient pas tous déployés au Rwanda. Ce qui est intéressant ici, c'est que l'amiral Lanxade me dit que c'est parce qu'ils étaient assez nombreux que les massacres se sont arrêtés à leur arrivée. En revanche, c'est parce qu'ils n'étaient pas assez nombreux qu'ils n'ont pas pu secourir plus vite Bissero. L'argument du nombre est à géométrie variable.

– Ce n'est pas une résolution qui est prise par les Américains ou les Allemands.

– À... à ce moment-là, personne... les... les... les... Personne, personne au conseil de sécurité ne s'est posé la question. D'ailleurs, ceux qui auraient pu se poser la question, c'était ceux qui n'étaient pas très chauds pour notre intervention : les Américains et les Anglais.

– Ce que je veux dire, c'est que les Français, qui rédigent le texte, ont une claire connaissance de ce qui se passe...

– Oui, mais écoutez, écoutez, je ne sais pas quelles ont été les conditions de rédaction, quelle était la position des uns et des autres. Enfin, ce que je veux dire, c'est que ceux qui avaient probablement le plus de raisons de... de faire ça, ça aurait été les Anglais et les Américains. S'ils avaient dit : on arrête le truc, la France aurait dit oui, enfin probablement, probablement, j'en sais rien.

– En tout cas, les Français, qui sont les mieux renseignés, ne disent pas qu'il faut arrêter les massacreurs.

– Ce n'est pas forcément les mieux renseignés.

– Si, à l'époque vous savez qu'il y a des massacres et qui massacre qui.

– Non. Mais, une fois qu'on est sur place !

– Non, vous m'avez dit qu'avant... fin mai, fin avril...

– Oui, oui, oui, mais, mais... tout le monde le sait, les Anglais le savent, les Américains... tout le monde le sait !

– Mais, là, je parle de la responsabilité de la France, pas de celle des Américains.

– Oui, non mais d'accord, mais les Français ne sont pas ceux qui savent le mieux.

– Quand vous rédigez ce texte, vous savez qui fait quoi.

– Mais quand on rédige ce...

– Vous me dites vous-même que vous avez voulu y aller pour arrêter les Hutu qui massacrent les Tutsi.



– (*Rires.*) Je... je n'ai absolument pas été partie prenante de la rédaction de ce texte.

– Bien sûr...

– Non mais ce texte est rédigé, comme toutes les résolutions des Nations unies, par des... des... des groupes d'experts et la... personne, semble-t-il, ou en tout cas si ça a été levé, on a écarté l'idée d'arrêter les génocidaires. [...] D'ailleurs... Rappelez-vous les problèmes qu'on a eus, et je reviens à la Yougoslavie, pour Mladić et autre... c'est très compliqué, très compliqué. Vous ne pouvez pas. Il faut qu'il y ait vraiment un... un... un cadre juridique. Et là, il n'y a pas de cadre juridique... Et en plus on a négocié, enfin, la France a eu beaucoup de mal à obtenir cette résolution. Elle a obtenu la résolution qu'on lui a... qu'on a bien voulu lui donner. Pour trois mois.

– Pour trois mois, mais apparemment les Français, quand elle a été présentée, ce n'était pas une résolution très offensive. C'était assez vague, il fallait arrêter les massacres...

– Arrêter les massacres, point à la ligne !

– Être neutre...

– Être neutre, absolument, mais...

– Il n'a jamais été question d'arrêter...

– Mais ça ne pouvait pas être autrement. Personne n'aurait admis autre chose aux Nations unies.

– Vous pensiez qu'il y aurait eu des gens qui vous auraient dit : non, il ne faut pas arrêter les génocidaires ?

– Non mais si on avait dit... euh... euh... euh... il faut s'en prendre... euh... à tel... nanana... je ne suis pas sûr parce que... on... on... on... on... on... on aurait peut-être également... on aurait peut-être eu des actions face au... au... au... au... Parce que... y a... y a... y a quand même eu des... des actions que personne ne dénonce de la part du FPR. Le FPR n'est pas blanc dans l'affaire. Personne ne... ne... ne personne n'a... personne ne

voulait qu'on s'en prenne soit aux uns, soit aux autres. L'objectif, c'était d'arrêter les massacres. Ce qui a été fait.

– Mais pas arrêter les massacreurs ?

– Pas arrêter les massacreurs. Et... et... et je dirais sciemment. Sciemment, parce que nous n'avions pas de mandat pour le faire.

– Pourtant, vous saviez ce qu'il se passait. »

Il me répond en hésitant, en cherchant ses mots. Ces questions le troublent. J'ai l'impression qu'il n'est pas à l'aise avec les réponses qu'il me donne, péniblement.

« On savait, on... on savait que ça... ça... ça avait été comme ça... mais on... on n'a pas arrêté le... le... le gouvernement. On n'a pas arrêté Mille Collines.

– Pourtant, vous saviez ce qu'ils faisaient.

– Oui ! C'est comme ça. Vous ne pouvez pas faire n'importe quoi dans une opération internationale. Vous ne pouvez pas. Ce n'est pas possible. Le... le droit vous l'interdit. On peut avoir sa belle conscience pour soi, mais ça ne suffit pas. Et alors, et alors les militaires eux, en plus... euh... ils agissent dans... dans... dans un cadre extrêmement strict... qui... Regardez, regardez le policier qui... qui tire... euh... euh... il se défend et... et... après on dit que c'est une bavure. Vous voyez ce que je veux dire... J'ai surtout le souvenir des Mille Collines. Parce que, pour les Mille Collines, la question s'est posée. Mais bon...

– Vous le regrettez maintenant ?

– Quoi ?

– Vous le regrettez maintenant ?

– Non, non, non, je ne le regrette pas parce que c'était... Nous... nous, on avait rempli notre mission. Donc que... non, c'est pour ça que... Ce qui... ce qui me gêne dans cette affaire, c'est que... on... on a réussi ce qu'on devait faire. On a réussi à arrêter les massacres dans la zone où on est intervenus, et on a

réussi à stabiliser au moins un million de Rwandais. Et on a aidé en plus ceux qui s'étaient réfugiés à Goma. C'est dire, c'est... c'est... c'est une très, très belle opération humanitaire. Après, on a soigné les gens sur place, les hôpitaux français... et cetera. C'est pas... c'est pour ça que je suis sur cette affaire, je suis... je... d'abord, je... je... je n'ai aucun état d'âme. Autrement dit, il y a d'autres opérations où peut-être j'aurais des regrets de ne pas avoir fait ceci ou cela, mais là, je ne comprends pas, vraiment, je ne comprends pas cette espèce d'obstination à nous mettre en cause. Et d'ailleurs c'est exactement le contraire qu'on devrait faire ! Et... et d'ailleurs les gouvernements... Qu'est-ce qu'auraient dû faire les présidents de la République successifs ? Quand on attaque les... les militaires français, ils devaient les réunir à l'Élysée, et les décorer. À ce moment-là, les militaires français auraient compris qu'ils étaient soutenus.

– Et ce n'est pas le cas !

– Et ça s'est pas fait. Je l'avais suggéré à l'époque. Ça s'est pas fait.

– Vous, vous sentez qu'on vous reproche, que le monde politique aujourd'hui, qui n'a pas vraiment connu ça d'ailleurs...

– Non, non, non, ce n'est pas ça, le monde politique ne me reproche rien, je ne suis d'ailleurs pas spécialement attaqué, personnellement, sauf par Kagame. Mais je ne supporte pas qu'on attaque les officiers de Turquoise. On n'attaque pas ceux de Noroît. Et on poursuit en justice ceux de Turquoise. Ça, je trouve ça inacceptable. Et ce que je trouve encore plus inacceptable, c'est le fait qu'ils ne soient pas défendus. On se borne à dire : on va vous payer un avocat. Ce n'est pas bien. Et quand ça va mal, on fait, on... on provoque une question parlementaire que personne n'écoute, c'est ce qu'ils ont fait encore récemment. Et c'est ce qui avait été fait il y a quelque temps. Qu'est-ce que vont penser des officiers de Turquoise si la présidente de la francophonie est une Rwandaise ? Ce qu'elle va être d'ailleurs.

– Bien sûr !

– Alors que les actions de justice ne sont pas closes. Ils sont à la retraite maintenant, sauf Saint-Quentin. C'est le dernier à avoir été au Rwanda.

– Il y a aussi Lecointre<sup>17</sup>.

– Pardon ?

– Lecointre aussi a été au Rwanda.

– Lecointre, le chef d'état-major des armées ? Il était, il était à... Il a été à Noroît, ouais... Mais moi, on ne m'a jamais attaqué personnellement. Mais ce n'est pas ça, mon problème, ce n'est pas moi. J'ai ma conscience pour moi, je... Encore... encore... encore une fois, ce qu'on a fait là, on l'a bien fait. Pour moi, c'est... c'est incompréhensible, incompréhensible qu'il y ait cette action qui soit menée. Et qui dure. Et qui dure... La preuve, on en a reparlé, *Le Monde* en a reparlé. Je ne vois pas comment ça peut s'arrêter. Ça ne m'empêche pas de dormir. Mais... mais... vous savez, il y a quelque temps, j'ai une petite-fille qui est à Sciences-Po. Elle arrive à la maison, elle habite un studio à côté de chez moi, et elle me dit : alors, il paraît que tu es un complice des génocidaires. C'est... c'est agréable, quand même. Ma petite-fille. C'est ce que j'ai écrit à l'Élysée, ça n'a rien changé. Sauf que M<sup>me</sup> Parly a répondu à la lettre que je lui ai envoyée. Parce que j'ai écrit à M<sup>me</sup> Parly, elle m'a pas répondu. Alors, j'ai écrit à l'Élysée en disant : écoutez, au moins avoir un peu de considération. On m'a dit : oh oui, mais elle est très occupée. Vingt-quatre heures après j'avais une lettre.

– Pour le coup, ce qui est injuste, vous obéissez aux ordres... des politiques. Vous pouvez avoir un avis sur la question, bien entendu, mais il y a un état d'esprit...

17. Le général François Lecointre est chef d'état-major des armées depuis le 20 juillet 2017. En juillet 1994, il était capitaine d'infanterie de marine, affecté au groupement nord de Turquoise, où il était responsable du secteur de la commune de Gisovu.

– Vous voyez, euh... comment il s'appelle... Kouchner ! Ce que je n'ai pas tellement aimé dans le truc de Kouchner, c'est [qu'il] a l'air de penser que moi-même... euh... ou le général Quesnot, qui m'a remplacé à l'Élysée... euh... avions de l'influence sur François Mitterrand. Ils exprimaient une position. Bon, je connais bien Quesnot... Mais tel que j'ai connu François Mitterrand, euh...

– Ce qui est sûr, c'est que Quesnot allait dans ce sens d'un soutien à Habyarimana.

– Au... au départ, oui, mais pas dans Turquoise. Dans Turquoise, il n'a pas du tout joué ce jeu-là. Non, non, au départ, il était... euh... effectivement... euh... il... il... il allait un peu plus loin que le président sur le besoin de... euh... sans doute... euh... euh... j'étais...

– Sur le besoin de... ?

– Sur le besoin de soutenir Habyarimana. Mais bon. Mais de toute façon... euh... il... il... il exprimait sa position. Vous savez, les conseils restreints... euh... ça a tout changé. Parce qu'auparavant les décisions étaient prises sur un coin de table par le président avec qui voulait. Ça pouvait être son chef d'état-major particulier s'il s'entendait bien avec lui, ou bien il laissait faire Hernu<sup>18</sup> dans le cas de... À partir du moment où vous avez un conseil restreint, d'abord ça remet le gouvernement dans le coup. Pas forcément le ministre de la Défense, mais ça remet le gouvernement dans le coup. Et... euh... le président est obligé de prendre une décision, je dirais, objective. Il a sa position, il peut imposer sa position, mais il a en face de lui des gens auxquels il faut qu'il explique...

– Voulez-vous un dessert, monsieur ? »

Nous revoilà parmi nos contemporains. Je l'encourage à en prendre un. Il commande un sorbet. Le garçon parti, je me

18. Charles Hernu a été le premier ministre de la Défense de François Mitterrand. Il démissionne en 1985 après l'affaire du *Rainbow Warrior*.

rends compte alors que la table voisine est occupée par des touristes américains. Leur conversation, bruyante, interfère avec la nôtre. C'est normal, ils n'ont que faire de ce dont nous parlons. S'ils savaient... L'amiral Lanxade veut me préciser cette chose :

« Ce que je crois, enfin, ce qu'il faut bien comprendre, c'est que d'une part le conseil restreint, les... les opinions s'expriment... euh... et le président tranche. Et à ce moment-là il donne... il donne ses instructions. La règle, ce n'était pas le cas avec François Hollande, mais en fait il donnait ses instructions au ministre des Affaires étrangères d'un côté, au chef d'état-major des armées de l'autre. Avec François Hollande, c'est Le Drian qui s'occupait le plus des choses. Je pense qu'[avec la présidence Macron] on est revenus à la formule ancienne, mais je ne suis pas... je ne suis pas dans le secret des dieux. M'enfin, c'est ce que j'imagine. La deuxième chose, c'est que, derrière ça, le chef d'état-major des armées met les choses en forme. Et... et c'est lui qui dirige. Les officiers sur le terrain, ils peuvent avoir des informations, des états d'âme, des... imaginer des choses, et cetera... C'est pas eux qui dirigent. Alors, il peut y avoir... On essaie de laisser, enfin ceux... ceux qui commandent au gouvernement essaient de laisser une initiative aux hommes sur le terrain. À charge pour celui sur le terrain de savoir si... quand il franchit les règles... Enfin il faut qu'il sache qu'il les franchit.

– Vous êtes très tranquille...

– Je suis très tranquille. Après, on peut discuter sur des questions de rédaction. Dans l'affaire Quilès, j'ai eu une difficulté avec Saint-Exupéry<sup>19</sup>. Bon, d'abord... d'abord, ça commence, on me dit : vous allez être interrogé dans les premiers à huis clos.

19. Il fait référence à la commission Quilès de 1998 et au journaliste Patrick de Saint-Exupéry.



Je dis : nous n'avons rien à nous reprocher... Donc, moi, je ne veux pas passer à huis clos. Ah mais si... il faut absolument, et cetera. Si vous m'autorisez, j'appelle le Premier ministre, qui était Jospin. Finalement, Quilès se rend... probablement soutenu par machin... Donc j'arrive là-bas, j'avais travaillé mon texte... et j'arrive là-bas et je... Le courageux Quilès me dit : "Vous allez faire une déclaration liminaire, est-ce que vous avez votre texte ?" Je lui dis : "Je n'ai pas mon texte, j'ai écrit ça dans l'avion [...]. J'ai qu'un texte manuscrit, et cetera." "On en fait une photocopie, on vous le rend." Et ils l'ont communiqué à Saint-Exupéry, qui a fait de l'exégèse sur les corre... sur les ratures. Franchement inacceptable, inacceptable.

- On dit que vous avez beaucoup négligé les renseignements de la DGSE et privilégié les renseignements militaires.

- Non, non, c'est pas... c'est pas vrai.

- Parce que la DGSE allait dans un sens un peu contraire, ou différent en tout cas.

- Non, non, non... Le patron de la DGSE était mon beau-frère.

- Mais ça ne veut pas dire que vous aviez de très bonnes relations avec lui !

- Si, si, j'ai de très bonnes relations avec lui. Je prenais ce que je recevais de la DGSE... comme d'autres choses.

- L'un de mes amis dans le renseignement militaire garde toujours un discours très anti-FPR : "Nous avons eu raison, Habyarimana n'est pas ce qu'on dit."

- D'abord, ça dépend à quelle époque... jus... jusqu'à notre départ, jusqu'à la fin de Noroît, si vous voulez, il est clair que, pour les services de renseignement français, les gens qui étaient en face de nous, c'était le FPR.

- C'était l'ennemi.

- Ouais. Les autres, on les voyait de l'intérieur... Après, c'est différent.

- Donc on ne négligeait pas les renseignements de la DGSE qui n'allaient pas dans le sens de ce que voulait entendre Mitterrand ? Ou Védrine ?

- Mais non ! Dans Turquoise, il y a... il y a pas eu de problème.

- Je parle avant, comme les signes qui auraient pu nous alerter sur la manière dont ce régime dérivait.

- La façon dont... nous savions très bien... que ce régime était comme la quasi-totalité des régimes africains... était tout sauf réellement démocratique. On le savait très bien. Et le problème était de l'amener à être plus dé... D'où les leçons que les uns et les autres, on a fait à Habyarimana. Qui s'en servait ou pas. Mais on avait quand même des moyens de pression, s'il fait pas un certain nombre de choses, on s'en va. Habyarimana, à partir d'un certain moment, plus personne ne le prenait à l'Élysée... sauf moi !

- Est-ce que vous n'avez pas sous-estimé la haine anti-Tutsi qui animait le clan au pouvoir ?

- Mais il y avait la haine des Tutsi, et il y avait la haine anti-Hutu du côté FPR. Vous n'êtes pas dans ce genre de poste sans être... Quand... quand je découvre... je ne connaissais pas le Rwanda, je n'y avais jamais été. Quand je découvre avec... euh... ce qui se passe autour de... les... les incursions du FPR dans la... et cetera. À ce moment-là, la réaction c'est... c'est d'ouvrir la documentation. "Qu'est-ce que le Rwanda ?" C'est d'ouvrir ce qu'est l'opposition Hutu-Tutsi... Et cetera. Ce qui n'est d'ailleurs pas si simple que cela. Moi, après...

- Oui, mais vous découvrez quand même à ce moment-là que les Tutsi...

- Oui, oui...

- Ils ont quand même eu une histoire pas drôle depuis l'indépendance.

- Tout à fait, tout à fait...

– Et que le régime auquel...

– Oui, mais vous semblez oublier qu'un chef militaire, dans cette situation-là, il fait face à la situation présente, d'autant qu'il y a des antécédents, et cetera. Mais lui, on lui demande de gérer une situation qui est là, on ne lui demande pas d'avoir des états d'âme sur : il y a vingt ans, il s'est passé ceci, il y a quinze ans, il s'est passé cela...

– Ce ne sont pas des états d'âme...

– Mais... mais...

– Ça explique ceux qui sont là.

– Mais ça, on... on... on sait très bien. Le... le problème, c'est qu'au moment où moi, j'entre dans... dans ce jeu... euh... l'adversaire, c'est le FPR. C'est clair. C'est clair, quelles que soient, quelles que soient les raisons. C'est... c'est l'adversaire parce que le... le rôle qu'on nous a confié, c'est d'empêcher la déstabilisation. [...] Alors, maintenant, avec le recul, quand... je... je n'ai pas un jugement très poussé sur Habyarimana pour le moment. Mais, dans son entourage, il y avait des gens, des gens impossibles. Mais Kagame, c'est un épouvantable personnage. Il a... il a... il est quasiment un génocidaire de son côté. Ce qu'il a fait après au Zaïre, effrayant.

– Mais, en 1994, on ne pouvait pas le savoir.

– Bah... en 1994, on ne savait pas, on ne savait pas mais... euh... en 1994, pour nous, il était celui qui voulait déstabiliser le Rwanda. C'est tout. C'est tout. C'est ça, l'appréciation des militaires.

– Ce qui est tragique dans cette histoire, c'est qu'au même moment François Mitterrand fête le cinquantième anniversaire du débarquement. Juin 1994, c'est aussi le grand raout autour d'Oradour-sur-Glane, le "plus jamais ça", "les nazis sont les méchants génocidaires", et on est témoins, et on s'allie...

– Quand je vois l'état d'esprit des politiques, bref, de tous les gens qui étaient autour de la table en conseil restreint en 1994, ils

étaient... euh... je dirais... d'une certaine façon, atterrés par... euh... ce qu'il se passait, d'où leur volonté de... de... d'intervenir pour cesser... que la communauté internationale intervienne... mais il n'y avait pas du tout dans leur esprit l'idée qu'ils avaient... euh... sou... soutenu... pas... pas du tout, pas du tout. Il y avait une situation de fait, et cette situation de fait, il fallait la résoudre.

– Kouchner ne dit pas que vous avez soutenu, il dit qu'on a été les amis des génocidaires.

– Non, mais on l'a été avant le génocide, oui. On était des amis... Oui, on a soutenu le gouvernement d'Habyarimana, c'est clair ! Mais dans le gouvernement d'Habyarimana, peut-être pas dans le gouvernement même, encore que, mais dans les autres il y avait des géno... des gens qui sont devenus des génocidaires. »

Et il ajoute, en me regardant fixement dans les yeux, une pointe de défi dans les siens, et frappant la table de sa main pour appuyer son propos :

« Et qu'est-ce qui vous dit que vous, vous ne serez pas un assassin demain ?

– Sauf qu'il semble que le génocide ne soit pas né de rien. Ce n'est pas un coup de colère le 6 avril au soir, à l'annonce de la mort d'Habyarimana.

– Oui, mais au moment où on y est, il n'y a pas de génocide. Ce n'est pas ça.

– D'accord. Il y a des gens qui se retrouvent, qui se réunissent. Au pouvoir, on connaît...

– Oui...

– Il y a une radio qui crie...

– Mais à la limite ça justifie même la... la... la... la position parce que... euh... si on... si on se retire, alors, là il démarre, le génocide. D'ailleurs, la preuve, c'est dès qu'on est plus là, dès qu'Habyarimana disparaît... ça part tout de suite. Autrement dit, Habyarimana, c'était probablement celui qui...

- C'était le rempart ?
- C'était le dernier rempart. C'est... c'est au fond la... la justification après coup de la... de la position de François Mitterrand. »

Le dîner touche à sa fin. J'ai le sentiment que l'amiral est fatigué. La terrasse du restaurant est pleine, la rue grouille de monde. Le brouhaha autour de nous est toujours aussi assourdissant. La parole de Lanxade est un fleuve que je remonte en direction du Rwanda de l'année 1994.

Après ce qui vient d'être dit, j'éprouve le besoin de souffler. Pendant une quinzaine de minutes, nous allons parler d'autre chose que du Rwanda, comme si nous nous accordions, d'un commun accord, un répit. Nous restons sur le terrain militaire, mais comme deux hommes de bonne compagnie. Puis je reprends l'offensive, sans agressivité.

« Juste pour répondre à Guillaume Ancel et à notre aviateur, vous affirmez que le 1<sup>er</sup> juillet, il ne s'est rien passé ? Cette histoire de ces deux avions qui vont taper le FPR, ce n'est pas vrai ?

– Écoutez, que l'on prenne des précautions pour avoir, éventuellement, des avions en l'air en cas de besoin, ça, c'est une chose. Mais une opération montée, ça, sûrement pas !

– Et donc, Turquoise n'a jamais été qu'une opération humanitaire ?

- Tout à fait !
- Il n'y a jamais eu, au début, de confusion ?
- Non.
- D'interrogations, jamais ?
- À aucun moment. Il n'y a qu'à rappeler les instructions données. Je vous rappelle qu'au début on passait la journée au Rwanda et on rentrait le soir à Goma.
- Oui, d'accord, mais vous savez bien qu'il y a toujours une distance entre le but annoncé et le but réalisé : en Libye, Nico-

las Sarkozy annonce la protection de Benghazi et l'intervention française finit par le renversement de Kadhafi. De même, au Mali, François Hollande annonce qu'il faut empêcher une colonne de djihadistes d'atteindre Bamako et l'opération Serval finit par la reconquête de Tombouctou, Gao et Kidal.

– À aucun moment, à aucun moment – ma tête sur le billot –, à aucun moment, ça n'a été autre chose qu'une opération humanitaire.

– Une opération humanitaire qui consistait à arrêter les massacres !

– Absolument et euh... jamais l'idée d'aller à Kigali n'est venue.

- Ni de renverser le rapport de forces sur place ?
- Non, impensable !
- Ou de filer une raclée au FPR ? »

Il rit.

« Ou de rétablir le GIR ?

– C'est absolument... je démens totalement ça, c'est vraiment de la science-fiction. Et les jeunes militaires qui disent ça n'avaient pas un niveau tel... ils interprètent des... des choses qu'ils ont sûrement vécues, je ne dis pas qu'ils mentent... mais ce qui n'est pas normal, ils apportent de la crédibilité à ce qu'ils en tirent comme conclusion. Ça, c'est tout à fait fou.

Quand Ancel dit avoir reçu un ordre préparatoire qui l'invitait à se préparer à reprendre Kigali... Ça, c'est complètement, c'est sûrement faux, c'est sûrement faux.

- Vous l'avez rencontré, Ancel ?
- Non. Je n'ai aucune envie de le rencontrer.
- C'est un mythomane ?
- Oui. Et ce n'est pas bien, ce qu'il fait. Il est jeune, il a voulu se faire valoir... »



Nouvelle interruption. La fatigue se fait de plus en plus ressentir, le débit de nos paroles ralentit. Les touristes américains, eux, parlent toujours aussi fort. Je sens que c'est la fin... Avant de quitter l'amiral, je veux lui parler du général Jean-Marc Varret. Chef de la mission militaire de coopération au Rwanda, d'octobre 1990 à avril 1993, il a alerté les autorités françaises sur la dynamique exterminatrice anti-Tutsi au cœur du régime d'Habyarimana, exprimant son désaccord sur l'aide apportée à ce régime, jusqu'à son remplacement en 1993 par un proche de Lanxade et de Quesnot, le général Huchon.

« Le général Varret n'était pas d'accord avec vous ?

– Oui, il n'était pas d'accord avec moi, répond l'amiral Lanxade. Il cherche à me parler. Le problème que j'ai eu quand j'étais à l'Élysée, c'était que la Coopération<sup>20</sup> se voulait un État dans l'État. Donc l'Afrique, c'était leur domaine. Que le chef d'état-major des armées s'occupe de l'Afrique, ça n'allait pas. Ils avaient un certain nombre de missions de coopération qui sortaient de... Et la DGSE aussi... Quand j'ai créé les forces spéciales, j'ai mis une délimitation claire entre les missions des forces spéciales et de la DGSE. »

Il poursuit, sans répondre à ma question, sur la guéguerre qui l'opposait à la Coopération et à la DGSE. Je sens que son discours sur le Rwanda ne bougera plus d'une ligne. C'est pourquoi, au lieu de l'interroger une dernière fois sur son soutien à Habyarimana, je lui demande s'il ne regrette pas d'avoir appuyé Idriss Déby au Tchad. Il sourit.

« Comme toujours avec les chefs africains, au début, c'est bien. Après, ça... ça se dégrade. Moi, j'ai été ambassadeur auprès

20. Le ministère de la Coopération gérait l'assistance technique et l'assistance militaire dans les pays de son ressort. Il était dirigé par un ministre qui siège au Conseil des ministres et participe aux conseils de défense. En 1994, le ministre est Michel Roussin.

de Ben Ali. Quand je suis arrivé, c'était encore comestible... Mes successeurs se sont aperçus que... Moi, je... je... il y avait des choses pas convenables. Je m'en suis d'ailleurs expliqué avec mes amis de l'époque. Mais le vrai problème pour l'ambassadeur que j'étais et surtout pour mes successeurs, c'est que Chirac, quinze jours avant de me nommer ambassadeur, vient à Tunis et dit publiquement : "Le premier droit de l'homme, c'est que les gens soient nourris." Après, comment vous faites pour expliquer au... au président Ben Ali que les droits de l'homme, c'est un peu plus compliqué que cela ? Sarkozy vient après et dit que c'est un miracle ! Ce n'est pas un miracle. Là, je dirais, la raison d'État est quand même un problème.

– Mais justement, et surtout, est-ce qu'elle a toujours raison, la raison d'État ?

– Ah non, non, elle n'a pas raison.

– Mais est-ce qu'on est sûrs qu'elle sert les intérêts de la France ? À court terme, peut-être. Mais à moyen terme et à long terme ?

– Oui, mais on a eu des présidents pour ça, il faut leur laisser... c'est leur responsabilité. »

Nous nous quittons, non sans chaleur. Je le suis des yeux pendant qu'il se dirige vers sa voiture, le dos un peu tassé. Je regagne mon hôtel à pied. La foule estivale peuple les terrasses des cafés, beaucoup de jeunes semblent heureux d'être ensemble en ces premiers jours du mois de juillet. Moi, je suis vidé. Il est minuit passé, ce 8 juillet 2018. Il y a tout juste vingt-quatre ans, la ZHS était créée. Il y a tout juste vingt-quatre ans, la conquête du Rwanda par le FPR s'achevait. Il y a tout juste vingt-quatre ans, nous ne savions rien du rôle de la France au Rwanda. « La raison d'État, c'est quand même un problème », vient de me dire celui qui fut le principal soutien militaire du régime d'Habyarimana.